

Ferñent

« Union libre des peuples libres d'Afrique. Solidarité internationaliste des travailleurs »

Août 24

fernentbirane@gmail.com - Blog : <http://fernent.blog4ever.com/articles> - facebook : <https://www.facebook.com/fernentbirane/> - twitter : <https://twitter.com/FBiranje>

LA PLACE DE L'EX-PRESIDENT AUTOCRATE APR/BBY EST DEVANT LES TRIBUNAUX

Diagne Fodé Roland

Insupportable cette visite attentatoire à la morale, à l'éthique et à la justice de l'ex-président autocrate APR/BBY au palais présidentiel pour chercher à obtenir le soutien de l'actuel président légal à sa candidature inacceptable au secrétariat général de l'ONU.

L'actuel président légal qui a bénéficié du "tout sauf le président légitime" qui l'a empêché arbitrairement de candidater a-t-il déjà oublié sa prestation de serment du 02 avril 2024 selon laquelle "... Il me revient le douloureux souvenir des martyrs de la démocratie sénégalaise, des amputés, des blessés et des anciens prisonniers. Je garderai toujours à l'esprit les lourds sacrifices consentis afin de ne jamais vous décevoir" comme le rappelle fort opportunément le député Guy Marius Sagna.

Les morts pour la victoire électorale du camp souverainiste incarné par le président de Pastef doivent se retourner dans leur tombe et les survivants amputés, handicapés, blessés et ayant perdu leur job doivent maudire ce renoncement en plein vol pour que justice leur soit rendue.

Si l'ex-président PDS "dafa yakh djiko yi" (a détruit le civisme) en distribuant devant les caméras l'argent du contribuable comme si c'était sa fortune personnelle et en étant le seul président africain à aller à Benghazi escorté par des mirages français pour sacrifier Kadhafi, l'actuel président légal issu du camp souverainiste électoralement vainqueur à la présidentielle et aux législatives s'inscrit de fait dans cette tradition coloniale et néocoloniale qui a fait de notre pays, au delà des résistants, la "porte d'entrée du colonialisme en Afrique". Pas étonnant que l'ex-président candidat, toute honte bue, à l'ONU ait



remercié à la manière des esclaves de maison "le dessert aux tirailleurs sénégalais" et que l'actuel président légal ait lui souhaité "le prix Nobel de la paix" au va-t'en-guerre président actuel des USA.

Le néocolonialisme est fortement ancré dans l'esprit d'une partie de l'élite de notre pays. Du premier député africain à l'Assemblée Nationale puis ministre de la France coloniale, de l'absence des élites politiques de notre pays au congrès fondateur du RDA (Rassemblement Démocratique Africain) indépendantiste en 1946 à Bamako, de la provocation de l'implosion de la Fédération du

Mali, de la répression et l'interdiction du PAI, du coup d'état néocolonial de 1962 mettant fin au régime parlementaire pour la dictature civile du régime présidentiel, des plans d'ajustement structurel (PAS) du FMI, de la dévaluation du franc colonial CFA, des alternances démocratiques changeant les hommes au pouvoir sans changer la politique libérale imposée par les institutions de Bretton Woods au dévoiement actuellement en cours de la victoire électorale du

souverainisme de 2024, il nous faut prendre conscience de l'ampleur de la profondeur dans notre pays de ce que Frantz Fanon a nommé "peau noire, masque blanc" et que Ngugi Wa T'chiongo invite à abolir par "décoloniser l'esprit".

L'idéologie libérale est un amplificateur de cette capitulation systémique de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie compradore, c'est-à-dire celles les plus vassalisées au colonialisme et au néocolonialisme.

En effet, même quand elles parlent de "souveraineté nationale", elles ne l'envisagent que dans l'intégration forcément en position subordonnée à la mondialisation du capitalisme et à sa division internationale entre États, Nations, pays dominants et États, Nations et pays dominés. Nous excluons de ce rapport oppresseurs et

opprimés la notion de "peuple" parce que les peuples des pays dominateurs sont aussi exploités et que les peuples des pays dominés sont surexploités. Les deux ont donc intérêt à en finir avec le capitalisme à son stade suprême l'impérialisme.

L'actuel président légal issu du camp souverainiste signe par son reniement des engagements électoraux et programmatiques son ralliement au camp néocolonial, ce faisant ce jeune président s'intègre dans le plan françafricain de trouver un remplaçant au vieux Ouattara lequel avait remplacé Blaise Compaoré qui avait succédé à Houphouët et Senghor.

La question est donc pourquoi et comment s'opère ce processus de capture par le néocolonialisme de nos dirigeants politiques et quel en est le soubassement économique ?

La réponse est dans le fait que endettement, contrats léonins, surfacturation, délinquance budgétaire, corruption, népotisme, gabegie, clientélisme, narcotrafic, telles sont les marques de fabrique de "l'accumulation primitive" des capitaux de la bourgeoisie bureaucratique néocoloniale en position subordonnée à l'assujettissement impérialiste. Le libéralisme en est devenu l'idéologie totalitaire que l'économiste marxisant décrit fort justement ainsi : "Le problème de fond est que les réalisations de nos gouvernements sont ou bien inutiles, ou bien peu par rapport à ce qu'ils devaient faire et pouvaient faire pour développer le pays... Les étudiants en Sciences économiques dès leur première année de formation apprennent que leur discipline étudie la manière de gérer des ressources rares face à des besoins nombreux. Depuis 1960, l'économie sénégalaise est truffée de "faux frais" (le terme est de Marx), c'est-

Quand Macky confond l'ONU avec la MAFIA



à-dire des gaspillages qui plombent son décollage. La bonne gestion d'une entreprise ou d'un pays n'est rien d'autre que l'évitement du gaspillage. C'est le gaspillage des ressources publiques qui génère ce permanent besoin de financement qui ouvre la porte grand ouverte à l'endettement extérieur avec ses conditionnalités qui ne vont pas dans le sens du développement. Les principes les plus élémentaires du calcul économique coût-avantage font défaut dans la gestion de l'économie sénégalaise. S'y ajoute que l'histoire économique ne nous donne l'exemple d'aucun pays qui s'est développé sous domination étrangère. Comme le sont le Sénégal et d'autres pays africains, particulièrement à l'égard de la France qui, gouvernement de droite ou de gauche, près de 60 ans après les "indépendances", persiste à s'accrocher à sa proie coloniale" (Makhtar Diouf, Sénégal: d'un président à l'autre, 13/12/2018).

Le président légal est devenu une prise de guerre du néocolonialisme contre le souverainisme. Il faut s'attendre au pire dans son obsession devenue atavique d'imposer un second mandat. La place de l'ex-président APR/BBY n'est pas au palais mais devant les tribunaux pour la reddition des crimes de sang, des atteintes liberticides et crimes financiers dont l'endettement usurier de plus de 23 mille milliards de francs CFA dont plus de 4000 milliards de dette cachée. Nous devons réorganiser nos troupes pour reconquérir à nouveau les positions temporairement perdues dans la marche vers la victoire électorale du président légitime à la présidentielle 2029. Armons nous de l'enseignement clef d'Amilcar Cabral : "ne jamais croire à une victoire facile".

17/0726

QUAND LES CHIFFRES BRISENT LE RÉCIT : LE COÛT RÉEL DES ANNÉES MACKY SALL

Félix Atchadé,

Cet après-midi, Macky Sall retrouvera le sol sénégalais après deux années passées au Maroc. Les commentaires porteront sur son retour, ses ambitions politiques et les équilibres qu'il pourrait modifier. Pourtant, l'événement le plus important de cette séquence est peut-être ailleurs.

Quelques jours avant son arrivée, le ministère des Finances a publié un document qui, à première vue, ne semblait être qu'un simple bulletin statistique sur la dette publique. Mais il arrive que quelques

colonnes de chiffres bouleversent davantage la lecture d'une période historique que les discours les plus virulents.

Pendant douze ans, les opposants ont dénoncé le recours massif à l'endettement. Le pouvoir leur répondait que cette dette était maîtrisée, qu'elle finançait des investissements productifs et qu'elle constituait le prix nécessaire de l'émergence. Chacun débattait à partir des statistiques officielles publiées par l'État.

Aujourd’hui, le contexte a changé. À la suite des audits engagés après l’alternance, les finances publiques ont fait l’objet d’un travail de réconciliation associant les services de l’État, la Cour des comptes et le cabinet international Forvis Mazars. Les nouvelles séries statistiques qui en sont issues diffèrent sensiblement de celles qui servaient jusque-là de référence. Dès lors, le débat ne porte plus seulement sur les critiques formulées hier par l’opposition ; il porte sur les conclusions d’un processus d’audit institutionnel qui conduit l’État à réévaluer ses propres comptes

Le retour d’un homme, l’effondrement d’un récit

Le document publié le 13 juillet 2026 ne prétend pas que les infrastructures construites sous Macky Sall n’existent pas. Il oblige en revanche à poser une question autrement plus fondamentale : les Sénégalais connaissaient-ils réellement le coût financier du modèle économique qui leur était présenté comme la voie de l’émergence ?

Car le Plan Sénégal Émergent n’était pas seulement un programme économique. Il était devenu un récit politique. Le TER, le BRT, les autoroutes, les infrastructures portuaires et énergétiques étaient présentés comme les preuves d’un pays qui rattrapait enfin son retard, tandis que la stabilité des finances publiques était censée démontrer que cette transformation s’opérait sans compromettre l’avenir.

Au fil des années, cette alliance entre grands travaux et discipline budgétaire est devenue le principal argument de légitimation du régime. Les critiques sur l’endettement étaient renvoyées à une opposition accusée de ne pas comprendre les exigences du développement.

C’est précisément ce récit que les nouveaux chiffres viennent aujourd’hui ébranler. Ils ne montrent pas seulement une dette plus élevée ; ils révèlent que la photographie des finances publiques sur laquelle reposait une grande partie du débat national n’était pas celle que l’administration considère désormais comme la plus fidèle à la réalité.

L’histoire est souvent plus exigeante que les contemporains. Les gouvernants pensent qu’elle

retiendra les ouvrages qu’ils inaugurent. Mais il arrive qu’elle s’intéresse davantage aux comptes qui les ont rendus possibles.

Le pari de la dette : comment le récit de l’émergence s’est construit

Le Plan Sénégal émergent ne peut être compris si l’on réduit la dette à une simple variable budgétaire. L’endettement constituait le moteur financier d’un projet politique fondé sur une conviction simple : le principal frein au développement du Sénégal résidait dans son déficit d’infrastructures. Il fallait donc construire rapidement, quitte à emprunter davantage, en pariant que la croissance future permettrait d’absorber progressivement le coût de ces investissements.

Les premières années du régime semblent conforter cette stratégie. Les chantiers se multiplient, le TER, les autoroutes, le pôle urbain de Diamniadio ou les infrastructures énergétiques deviennent les symboles d’un pays en pleine transformation. Dans le même temps, le Sénégal conserve la confiance de ses partenaires techniques et financiers, réussit plusieurs émissions d’Eurobonds et continue d’accéder aux marchés internationaux dans des conditions jugées favorables.

Peu à peu, l’endettement cesse d’être un sujet de débat pour devenir un argument de légitimation. Les bonnes performances macroéconomiques, les appréciations des agences de notation et les évaluations des institutions internationales renforcent l’idée que

le Sénégal a trouvé la bonne trajectoire. Les chiffres de la dette ne servent plus seulement à mesurer une réalité ; ils deviennent la preuve que le modèle fonctionne.

C’est précisément à ce moment que le risque apparaît. Lorsqu’un indicateur statistique devient le fondement d’un récit politique, toute révision ultérieure dépasse la simple correction comptable. Elle remet en cause la représentation du réel que ce récit avait contribué à construire.

C’est ce que révèle aujourd’hui le Bulletin statistique spécial du ministère des Finances. Le fait marquant n’est pas que la dette soit élevée, mais que les nouvelles données modifient profondément la lecture de toute la période.

Tableau : Dette publique du Sénégal : comparaison entre les chiffres publiés avant les audits et la série réconciliée de 2026

Année Chiffre officiel utilisé avant les audits Série réconciliée publiée en 2026 Écart



Trois membres La Russie, La Chine, Les États Unis permanents du Conseil de sécurité ne soutiendraient pas la candidature de Macky Sall

Dans ces conditions, pourquoi ce marketing endiablé dans des états qui n'ont aucune influence sur cette élection.

Des lors, pourquoi entretenir le flou autour de cette candidature ?

Si l'on considère que la Russie, la Chine et les États Unis ne soutiendraient pas une éventuelle candidature de Macky Sall au poste de secrétaire général des Nations unies, cela signifierait que tous les cinq membres permanents du Conseil de sécurité la soutiendraient. Idéalement, dans une telle hypothèse, ses chances d'être élu seraient pratiquement nulles en raison

Liste non exhaustive des martyrs tués par Macky Sall et ses bras armés
Tués une 2ème fois par Dionysio qui a bloqué la justice pour les martyrs
Tués une 3ème fois par Dionysio qui a bloqué la justice pour les martyrs

N°	NOM	AGE	N°	NOM	AGE
1	Boumela Simpa Sagana	12 ANS	40	Issiella Traoré	28 ANS
2	Phane Amadou Bala	12 ANS	41	Amélie Aboubakar Dialla	28 ANS
3	Senghor Fallou Sene	15 ANS	42	Bassirou Sarr	31 ANS
4	Ali Jurek Compaoré	15 ANS	43	Amara Dialla	31 ANS
5	Makssingue Guisari	15 ANS	44	Chérif Wade	32 ANS
6	Landina Camara, alias Dieudonné	15 ANS	45	Ousou Sene alias Pelli	34 ANS
7	Choumane Badio	17 ANS	46	Moussa Dramé	35 ANS
8	Senghor Fallou Sall	17 ANS	47	Abdoulaye Sankha	35 ANS
9	Aloussane Barry	17 ANS	48	Moustapha Badi	36 ANS
10	Ngou Chérif Ogo	17 ANS	49	Amélie Dialla	37 ANS
11	Phane Sadio Camara	18 ANS	50	Abdoulaye Camara (Baba Kana)	37 ANS
12	Chérif Aboubakar Mané	18 ANS	51	Idrissa Ousoulaty	40 ANS
13	Mouhamed Sylla	19 ANS	52	Mamadou Moustapha Guisse	44 ANS
14	Babacar Samba Di Mbaye	20 ANS	53	Mamadou Tall	44 ANS
15	Famara Bissane Goudaby	20 ANS	54	Mamadou Ndiaye (Mbaye Mott)	51 ANS
16	Moussa Ndiaye	20 ANS	55	Babacar Ndiaye (Mbaye Ndiaye)	NIC
17	Phane Sady Mbaye	20 ANS	56	Lamine Guisse	NIC
18	Mamadou Thiery	20 ANS	57	Mame Bala Sarr	NIC
19	Chérif Traoré Goly	20 ANS	58	Coucou Sarr	NIC
20	Phane Sady Senghor	21 ANS	59	El Hadji Fall (Mam Ngor)	NIC
21	Mamadou Koura Ba	21 ANS	60	Adji Dialla (Mam Ngor)	15 ANS
22	Amama Pambou Dieudonné	22 ANS	61	Delier Badi (FUS)	NIC
23	Choumane Ndiaye	22 ANS	62	Fallou Sarrbou (FUS)	NIC
24	Alpha Yoro Tourakara	22 ANS	63	Francis Mambou (mort torturé)	NIC
25	Moussa Sene	22 ANS	64	Victime Bus Tata 2 (rommé)	NIC
26	Mou Ndiaye	22 ANS	65	Victime Bus Tata 2 (rommé)	NIC
27	Phane Bie	22 ANS	Les défunts défilés des veillées		
28	Moussa Guisari	23 ANS	66	El Hadji Mbaye	NIC
29	Lamine Diarrou	23 ANS	67	Abdoulaye Diarrou	NIC
30	El Hadji Mamadou Sadio Cissé	23 ANS	68	Fallou Ndiaye	NIC
31	Phane Dialla	23 ANS	69	Phane Ndiaye	NIC
32	Babacar Mbaye Sylla	24 ANS	70	Assane Ousoulaty	NIC
33	Baba Bie	24 ANS	71	Moussa Ndiaye	NIC
34	Moussa Ndiaye	24 ANS	72	Lamine Traoré	NIC
35	Choumane Dia	25 ANS	73	Fallou Dialla	NIC
36	Souleymane Dialla Siano	26 ANS	74	Mamadou Dialla	NIC
37	Sady Goly	26 ANS	75	Ousoulaty Sagna	NIC

2019	63,7 % du PIB	81,8 % du PIB	+18,1 points
2020	68,8 % du PIB	90,5 % du PIB	+21,7 points
2021	73,2 % du PIB	98,9 % du PIB	+25,7 points
2022	76,0 % du PIB	106,9 % du PIB	+30,9 points
2023	74,41 % du PIB	120,6 % du PIB	+46,2 points
2024	Pas de chiffre annuel définitif publié sous Macky Sall	128,6 % du PIB	Non calculable

Selon cette série réconciliée, la dette consolidée du secteur public représentait déjà 81,8 % du PIB en 2019, contre 63,7 % selon les statistiques alors utilisées comme référence. L'écart est considérable : près de 18 points de PIB. Plus encore, cette révision ne concerne pas une seule année. Elle conduit à revoir l'ensemble de la trajectoire de la dette, qui passe de 11 219 milliards de FCFA en 2019 à 25 583 milliards en 2024, soit 128,6 % du PIB avant le futur rebasage des comptes nationaux. Les nouvelles données intègrent notamment des engagements du secteur parapublic qui n'étaient pas pleinement consolidés dans les séries antérieures.

Dès lors, le débat change de nature. Il ne s'agit plus seulement de savoir si le Sénégal devait construire un train, une autoroute ou un port. La véritable question est désormais celle-ci : les citoyens, les parlementaires et les partenaires internationaux disposaient-ils de toutes les informations nécessaires pour apprécier le coût réel de cette stratégie ?

Au-delà de la dette, une question démocratique

La dette publique est souvent perçue comme une affaire de spécialistes. C'est une erreur. Depuis que les Parlements ont conquis le droit de voter l'impôt et d'autoriser les emprunts, le contrôle des finances publiques est devenu l'une des fonctions essentielles de la démocratie. Aucun gouvernement ne peut engager durablement l'avenir d'un pays sans que les représentants de la Nation disposent d'une information complète et sincère sur la situation des comptes publics.

C'est pourquoi les révisions statistiques publiées par le ministère des Finances dépassent largement le cadre de la comptabilité. Les chiffres de la dette ne servaient pas seulement à alimenter les rapports des économistes; ils fondaient les lois de finances, les autorisations d'emprunt, le contrôle parlementaire et, plus largement, le débat démocratique. Les mêmes données étaient également utilisées par le FMI, la Banque mondiale, les agences de notation et les investisseurs pour apprécier la soutenabilité de la dette sénégalaise. Le récit de l'émergence ne convainquait donc pas seulement les Sénégalais ; il

contribuait aussi à asseoir la crédibilité financière du pays sur les marchés internationaux. Si ces statistiques doivent aujourd'hui être profondément révisées, la question n'est plus seulement budgétaire. Elle devient politique. Car un Parlement ne peut exercer pleinement son contrôle que s'il dispose d'une photographie fidèle des engagements de l'État. Sans information sincère, la souveraineté budgétaire perd une partie de sa substance.

Dans ce contexte, la responsabilité politique de Macky Sall ne peut être éludée. Pendant douze ans, la politique budgétaire, les stratégies d'endettement et les documents transmis au Parlement comme aux partenaires internationaux relevaient du gouvernement qu'il présidait. Il ne s'agit pas de lui attribuer personnellement l'élaboration des statistiques, mais de rappeler un principe fondamental : dans toute démocratie, un chef de l'État répond politiquement des informations produites par les administrations placées sous son autorité.

La fin d'une illusion

L'affaire de la dette sénégalaise dépasse désormais le cadre des finances publiques. Elle marque surtout la fin d'une manière de gouverner dans laquelle les grands travaux suffisaient à répondre aux interrogations sur la qualité de la gestion publique. Pendant plus d'une décennie, le débat a opposé les défenseurs des infrastructures à ceux qui dénonçaient leur coût. Les nouvelles données publiées par le ministère des Finances déplacent complètement la discussion. La question n'est plus de savoir si le TER, le BRT ou les autoroutes existent, mais si les Sénégalais disposaient d'une information complète sur les conditions financières dans lesquelles ces réalisations étaient rendues possibles. Car un État ne vit pas seulement de ses ressources ; il vit aussi de la confiance qu'inspirent ses institutions. Les citoyens, les parlementaires, les investisseurs et les partenaires internationaux prennent leurs décisions à partir des comptes publics. Lorsque ceux-ci sont profondément révisés plusieurs années plus tard, ce n'est pas seulement une statistique qui change : c'est une partie du contrat de confiance entre l'État et la Nation qui se trouve fragilisée.

Le retour de l'ancien président intervient ainsi dans un contexte singulier. Ce ne sont plus seulement ses adversaires qui interrogent son bilan; ce sont les propres chiffres de l'État qui invitent désormais à le réévaluer.

DU DUO AU DUEL QUE LE SOUVERAINISME DOIT GAGNER CONTRE LE NÉO-COLONIALISME

Diagne Fodé Roland

Suite au limogeage et l'élection au perchoir de l'Assemblée Nationale, voilà des paroles populaires entendues : « Ce que fait Diomaye est anormal, il oublie que c'est Sonko qui devait être élu », « Cette séparation est une déception, pour une fois nous avons vraiment cru que Diomaye mooy Sonko », « Dommage, les politiciens n'échappent pas aux ambitions personnelles », « Diomaye veut rester président alors que Sonko veut le devenir en 2029 », « Nous les avons élus pour s'occuper de nous, leur priorité doit être le respect de leurs promesses de régler nos problèmes ».

Du duo au duel

Dans la presse et les réseaux sociaux, les partisans de l'ex-tandem souverainiste panafricain livrent des récits contradictoires sur la période des « négociations » qui ont débouché sur « l'amnistie, la libération, la campagne, l'élection » du « Diomaye mooy Sonko ».

Pourtant les faits avérés sont que la tactique de la multiplicité des candidats à la candidature présidentielle par le retrait des fiches de parrainages a été payante parce qu'elle a permis que le Conseil Constitutionnel (CC) en retient deux dont le Secrétaire Général de Pastef, Diomaye, lequel devenait de fait inévitablement le seul candidat ensuite désigné par notre seul candidat arbitrairement empêché. Dès lors cet enchaînement des faits interdit toutes interprétations prêtant, dès le départ, des intentions malveillantes à l'un ou l'autre. Parce que secrétaire général de Pastef, la désignation de Diomaye a été imposée par la liste retenue par le Conseil Constitutionnel.

Ainsi la résistance à l'autocratie présidentialisée de l'APR/BBY a engendré la coexistence entre « président légal » et « président légitime » consécutive à l'empêchement arbitraire de la candidature du président de Pastef. Manifestement, tous les deux étaient d'accord au moins pour un mandat, alors que deux des candidats à la candidature avaient préconisé une transition permettant de réparer l'injustice subie par le « président légitime » par l'organisation couplant une nouvelle élection présidentielle et une élection législative. Si la Constitution autorise au maximum



deux mandats consécutifs, les présidents « légal et légitime » n'ayant rien clarifié à ce propos, ce facteur apparaît comme la cause immédiate de l'éloignement, de la division et de la séparation du tandem « Diomaye mooy Sonko ».

Pourtant l'espérance au sein du peuple s'alimentait par les premières mesures à mettre à l'actif du duo : la réduction relative de certains prix, la diminution de certaines dépenses de fonctionnement, la suppression du CESE/HCCT pour le recrutement d'enseignants, le départ des bases militaires françaises, la recherche d'Investissements Directs Étrangers (IDE) alternatifs aux Institutions de Bretton Woods, la mobilisation de ressources internes par la renégociation de contrats et conventions léonins, la fin d'exonérations fiscales indues, les audits de la mal gouvernance passée, un certain apport financier de la diaspora, l'apaisement relatif entre la CEDEAO et l'AES, etc.

Et au delà des incompréhensions de nombre de militants, notamment de la jeunesse, sur les nominations, la découverte de l'héritage calamiteux des finances publiques plongées au « quatrième de sous sol », de la dette passant de 3 mille milliards sous le PDS à 23 mille milliards FCFA sous l'APR/BBY, de la partie cachée de la dite dette, environ 4000 milliards, révélée par les corps de contrôle et confirmée par le superviseur international qu'est le FMI forcément complice, la demande sociale forte de justice contre les crimes financiers et de sang, l'exigence d'application du Jub, Jubal, Jubanti à la gouvernance actuelle, notamment à la réglementation transparente des fonds politiques, les activités de la « coalition Diomaye président » pour préparer l'éventuel second mandat et sous le prétexte de « dialogue républicain » le défilé de toute la racaille d'ex-ministres de l'APR/BBY dont la place est devant les tribunaux vont devenir des pommes de discorde entre le président légal et le président légitime.

La riposte au limogeage a été l'élection du président de Pastef au perchoir de l'Assemblée Nationale, l'organisation du 1er congrès et l'adoption par le parlement de la révision constitutionnelle.

La saisine du Conseil Constitutionnel et l'invalidation du vote de la révision constitutionnelle par les députés accentuent le duel entre l'ex-duo issu de Pastef. Cerise sur le gâteau l'annonce d'un

nouveau « parti présidentiel issu de la coalition Diomaye président » de l'ex-secrétaire général de Pastef va de fait consacrer le divorce d'avec le camp souverainiste.

Force est de constater que beaucoup des alliés que Sonko a promu lui ont tourné le dos. Malgré ses erreurs indéniables, Sonko est et demeure l'incarnation du leadership souverainiste dans notre pays. Une partie des erreurs ne lui sont imputables que parce que le processus de naissance, d'enfance, d'adolescence et de maturation de Pastef s'est opéré par l'élaboration pragmatique des éléments programmatiques à partir des points de convergences des intérêts souverainistes de différentes classes sociales. N'ayant pas un vrai collectif collégial dirigeant qui débat, la centralisation fortement personnalisée par son leadership montre ses limites même si, il faut le dire clairement, Sonko s'est montré jusqu'ici à la hauteur de tous les défis.

La source principale de la séparation du tandem est l'idéologie libérale

La situation actuelle est grosse du danger d'une confrontation entre les pouvoirs Exécutif et Législatif sous la forme dans un premier temps d'un arbitrage du pouvoir judiciaire. Mais cette confrontation va-t-elle rester dans les limites de la loyale, du respect des lois et droits en vigueur ? C'est ce que souhaitent le peuple qui sera amené à trancher en 2029 entre l'actuel « président légal » et le « président légitime ».

Rendons nous à l'évidence, l'ambition d'un second mandat a fait du président légal une prise de guerre du néo-colonialisme impérialiste. Nous en voulons pour preuve, les faits que le « pragmatisme » de Sonko l'a conduit à l'erreur de nommer auprès de lui à la primature l'actuel premier ministre qui est un partisan assumé du franc CFA et du FMI, qu'avec Diomaye ils lui ont confié la supervision du projet 2050, que tous les ministres qui sont restés dans le nouveau gouvernement ont tous été dans les pouvoirs libéraux néocoloniaux, que Diomaye disant que « Trump mérite le prix Nobel de la paix » est un lapsus révélateur, que le sommet de la francophonie de Nairobi avec sa présence s'inscrit dans la nouvelle stratégie françafricaine de reconquête en Afrique, que la diplomatie sénégalaise s'absente pendant le vote à l'ONU des 135 pays qui condamnent le blocus illégal des USA contre Cuba, que pullulent dans « Diomaye président » tous les caciques et partis libéraux du système néocolonial dont l'unique programme est « tout sauf Sonko »,

etc.

Les bases sociales et politiques du projet de second mandat de Diomaye le conduisent au reniement du programme sur lequel il a été élu et du projet souverainistes pour lesquels Pastef a conquis le pouvoir suite aux sacrifices d'une jeunesse militante résistante à l'autocratie APR/BBY et au vote de la majorité des électeurs.

A la base de ce ralliement présidentiel au néocolonialisme il y a l'influence délétère de l'idéologie libérale sur les classes sociales bourgeoises, féodales et petites bourgeoises du camp souverainiste. En effet, la conception souverainiste dominante est d'exercer souverainement le libéralisme dans le cadre de l'actuelle mondialisation libérale du capitalisme. Y sont présentes les illusions de faire de la souveraineté monétaire avec le CFA, économique par le seul biais de la fiscalité, des impôts et taxes douanières sans nationalisation des secteurs stratégiques clés comme les télécoms, l'eau, l'électricité, les richesses du sous sol, entrepreneuriale en ne boostant des capitalistes nationaux de l'import-import ou de sous traitants dans une économie qui dépend à 85% de l'importation donc du commerce mondialisé libéral, militaire sans présence de bases mais avec les coopérations et dépendances unilatérales matérielles, logistiques et en formation au lieu de les diversifier, culturelle en demeurant dans la dépendance informative (TV, Radio, satellitaire, etc) et en matière de formation des universités US/UE au lieu de les diversifier, en s'enfermant dans un « neutralisme » faussement « non aligné » entre agresseurs impérialistes et États, nations et peuples victimes à l'instar de l'AES, et entre le monde unipolaire de l'impérialisme hégémonique US/UE et le monde multipolaire porté par les BRICS, etc.

Il faut prendre conscience que le libéralisme va de plus en plus devenir un obstacle dans la longue marche vers la souveraineté nationale panafricaine.

Prendre en compte les inquiétudes du peuple

Disons le nettement, en plus de leur déception les populations expriment de plus en plus les inquiétudes suivantes : Enfoncer le pays dans une bataille rangée entre les pouvoirs Exécutif et Législatif alors que le peuple a voté à 54% pour une alternative souveraine pour le président légal et les députés est-ce vraiment raisonnable et responsable dans le contexte des menaces géopolitiques qui planent sur l'Afrique en général et sur l'ouest africain en particulier ? Le président légal va-t-il

utiliser le présidentielisme autoritaire pour museler le parlement et ce dernier va-t-il systématiser les votes bloqués ou la censure pour se défendre ? Le président légal va-t-il tenter d'empêcher à nouveau la candidature du président légitime ? Quel compromis à la loyale est-il encore trouvable qui permette d'éviter le chaos que le pays a connu entre 2021 et 2024 ?

Amilcar Cabral avait mille fois raison de dire « qu'il ne faut pas croire aux victoires faciles ». En effet, le pied dans l'État néocolonial permis par le vote du peuple aux forces souverainistes est en train d'être purgé par les limogeages successifs de tous ceux et celles qui défendent Pastef et notre leader Sonko. Tout sera fait pour l'empêcher à nouveau, mais il

nous faut préparer la reconquête souverainiste du pouvoir par l'élection de O. Sonko à l'échéance 2029. Nous devons réparer la double erreur de Sonko lui-même et Diomaye d'avoir refusé la proposition que le président élu ne fasse pas un mandat, mais débarrasse le pays de la dictature fascisante APR/BBY pour le rétablir dans tous ses droits d'être candidat.

Plus que jamais, la tactique d'unité, critique, unité hors de toute personnalisation inutile, doit être mise en œuvre dans la perspective que 2029 ne soit pas « perdant-perdant » pour que vive la souveraineté nationale dont l'incarnation symbolique est et demeure le président de Pastef, O. Sonko.

11/07/26

Le FRAPP SUR LE DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE : la dette, le FMI et la souveraineté monétaire doivent être au cœur

Le secrétariat exécutif national

Ce mardi, l'Assemblée nationale tient le Débat d'orientation budgétaire (DOB) sur la base du Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP) 2027-2029. Ce rendez-vous est loin d'être une simple formalité. Il constitue une étape majeure du processus qui conduira à l'élaboration et à l'adoption de la loi de finances 2027. C'est donc un moment important pour débattre des orientations économiques et budgétaires qui engageront l'avenir du pays.

Le DPBEP annonce qu'un projet de loi de finances rectificative (PLFR) sera prochainement soumis à l'Assemblée nationale. Le FRAPP ne se prononcera pas encore sur son contenu. En revanche, nous tenons à rappeler que cette situation était parfaitement prévisible. Lors des débats sur le projet de loi de finances initiale (PLFI) 2026, nous avions averti que les hypothèses retenues par le Gouvernement étaient beaucoup trop optimistes et ne reposaient sur aucune rigueur méthodologique sérieuse. Nous avons clairement indiqué qu'un PLFR deviendrait inévitable. Les faits nous donnent aujourd'hui raison.

Le DPBEP confirme également une autre analyse du FRAPP. L'année dernière, nous avons démontré qu'il serait impossible pour le Sénégal de ramener son déficit budgétaire à 3 % du PIB dès 2027, contrairement aux engagements affichés dans le précédent document de programmation. Aujourd'hui, le Gouvernement reporte lui-même cette échéance à 2029.

Mais le véritable débat n'est pas celui du calendrier. Il est celui de la pertinence même de cet objectif. Le

FRAPP continue de dire au Gouvernement que le Sénégal ne doit pas ériger en boussole un ratio budgétaire qui n'a aucun fondement scientifique et qui est issu d'une vision orthodoxe héritée de la République française. Courir derrière ce chiffre au détriment des besoins des populations reviendrait à sacrifier les investissements indispensables dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'agriculture, des transports, de l'emploi et des infrastructures sociales. La priorité doit être la satisfaction des besoins des sénégalaises et des sénégalais, et non le respect aveugle d'un indicateur technocratique.

Le DPBEP met également en évidence le poids écrasant de la dette publique. Entre 2027 et 2029, le Sénégal devra rembourser 18 709,7 milliards de FCFA au titre du service de la dette, soit plus de 17 milliards de FCFA chaque jour schématiquement. Ces chiffres illustrent à eux seuls l'ampleur du problème. Ils expliquent pourquoi les investissements publics n'augmenteraient en moyenne que d'environ 170 milliards de FCFA par an sur cette période. Autrement dit, une part considérable des ressources publiques servira à rembourser les créanciers plutôt qu'à financer les politiques publiques attendues par les populations. La dette est devenue un véritable obstacle au développement du Sénégal.

Le FRAPP est également préoccupé par le fait que le Gouvernement continue de construire sa stratégie de financement sur l'hypothèse d'un accord avec le Fonds monétaire international, avec un partage de 50 % de ressources internes et 50 % de ressources extérieures.

Cette stratégie repose sur une illusion.

Depuis 2024, le FMI ne cesse de multiplier les reports et les nouvelles exigences. À chaque fois qu'une condition semble satisfaite, une autre apparaît. La dernière en date consiste à exiger que l'audit de la dette publique soit confié à une entreprise privée internationale.

Le FRAPP considère que ce dilatoire n'est pas anodin. Tout laisse penser que le FMI prépare progressivement le terrain pour imposer sa solution habituelle : la restructuration de la dette publique.

Le FRAPP interpelle solennellement le Président de la République, Bassirou Diomaye Faye. Le peuple sénégalais ne saurait être pris en otage ni faire l'objet d'un quelconque chantage par les partenaires techniques et financiers destiné à faire accepter une restructuration de la dette pilotée par le FMI. Une telle décision engagerait durablement l'avenir économique et social du Sénégal et ne peut être prise sous la pression d'une institution financière internationale.

Le Chef de l'État a été élu sur la promesse de défendre la souveraineté nationale. Cette souveraineté doit également s'exercer dans la conduite de notre politique d'endettement. Nous lui demandons de rejeter toute restructuration imposée de l'extérieur et de ne pas faire payer au peuple sénégalais les conséquences de politiques dont il n'est pas responsable.

Au lieu de s'engager dans cette voie, les autorités publiques doivent enfin prendre le temps d'examiner sérieusement les propositions formulées par le FRAPP depuis 2025, notamment la mise en œuvre d'un audit citoyen de la dette publique couvrant la période 2012-2024. Les Sénégalais ont le droit de connaître la vérité sur cette dette, d'identifier les responsabilités, de déterminer les dettes odieuses et

de définir, en toute transparence, une stratégie souveraine permettant de sortir durablement du piège de l'endettement. C'est à cette condition que notre pays pourra dégager les marges nécessaires pour financer des investissements publics massifs au service des populations.

Le DPBEP passe également sous silence une question pourtant essentielle à savoir la monnaie.

Le document ne fait aucune référence au projet de monnaie unique de la CEDEAO, alors que la dernière échéance annoncée demeure 2027. Ce silence est incompréhensible.

Le Président de la République a pourtant été élu sur la base d'un projet affirmant clairement que si la monnaie unique de la CEDEAO n'aboutissait pas, d'autres alternatives listées seraient envisagées afin de garantir la souveraineté monétaire du Sénégal.

Le Débat d'orientation budgétaire doit être l'occasion pour le Gouvernement de dire clairement au peuple sénégalais où en est le projet ECO. Les députés doivent exiger un état d'avancement précis. Si le projet est bloqué, il faut en informer les Sénégalais. Si d'autres options sont désormais envisagées, elles doivent être présentées. La souveraineté monétaire ne peut rester une promesse sans calendrier ni perspectives.

Le FRAPP appelle enfin les députés à faire de ce Débat d'orientation budgétaire un véritable moment de contrôle démocratique et de confrontation des choix économiques. Les débats doivent porter sur les véritables enjeux qui détermineront l'avenir du Sénégal.

Le Sénégal a besoin d'une politique économique pensée pour son peuple et non d'une politique dictée par les créanciers internationaux ou par des normes technocratiques déconnectées des réalités nationales. Fait à Dakar, le 29 juin 2026.

RÉORGANISER L'ESPACE PUBLICQUE **EN RESPECTANT LES DAAN DOOLE DE L'INFORMEL**

Mofilly de Fernent L'étincelle

Je ré-écoutais le titre Pastef du mythique groupe super Jamono et les premiers mots, de cette superbe chanson, entonnés par la douce voix mélancolique de Omar Pène, perçant la partition jouée par l'orchestre tel un jeune pouce fendrait le ventre de sa terre mère pour embrasser la lumière venue de son père le soleil, sont : "Pastef moy, bégènté, bégènté moy japaté...".

Ces mots doivent aussi sonner comme un rappel, parce que le rappel n'est toujours bénéfique que si la graine Pastef les patriotes a pu germer et,

aujourd'hui al hamdoulilah pousser, c'est parce qu'il a été nourri par l'amour, l'union et la détermination des forces productives du pays et cela plus que tout autre stratégie ou apport venant d'une quelconque "élite" intellectuo-financière.

La récente décision du ministre de l'intérieur fraîchement en place, monsieur Bamba Cissé de réorganiser l'espace publicque découle nous n'en doutons pas d'une volonté de bien faire.

Tout le monde ou presque est favorable dans l'opinion publique sur le fait de mettre un terme à

une occupation sans logique, sinon une logique anarchiste au sens péjoratif du terme des trottoirs, rues, allées et routes du pays. C'était même une demande. Cependant, personne encore, parmi les citoyens, ne cautionne la forme qui y est mise. Une arrogance, et un certain mépris vis à vis de ces braves travailleurs qui ont subi la discrimination et l'oppression de classe de la part de la bourgeoisie néocoloniale à la tête du Sénégal depuis l'obtention des indépendances formelles. Cette bourgeoisie inféodée à l'ordre néolibérale qui, personne ne l'a oublié sous le règne de l'Apr/Bby, a voulu tuer et faire oublier le camp souverainiste par une violence inouïe peu vue depuis les années soixante.

Ces renégats sanguinaires, n'ont été stoppés dans leur projet que par le sacrifice fort douloureux de résistants majoritairement des classes laborieuses qui ont versé leurs sang pour porter au palais et ensuite à l'hémicycle le Projet de la non soumission et de la justice. Hors aujourd'hui nous voyons que c'est eux qui subissent encore les lois de "l'ordre".

Justement ne faut-il pas remettre en cause cet ordre qui protège les criminels qui dépossèdent le paysan de ses terres, l'ouvrier du surplus de sa production, ne faut-il pas le renverser?

La sagesse ne recommanderait t'elle pas de voir en ces honnêtes gens qui crament sous le soleil torride du Sahel tandis qu'une minorité parasite s'abrite dans le refuge de climatisation reproduisant le climat du Nord tant rêvé et idolâtré, le reflet, l'image de l'injustice sociale profonds et cyniquement normalisés par un discours absurde porté par une légitimité "religieuse et traditionnel".

L'adage Wolof dit : "Tangue loxo thia kala mbathie, Ku faté kila fal, follèku".

Pour un Sénégal juste et prospère dans une Afrique qui avance, ne nous y trompons pas, les moyens de production doivent passer de la main voleuse des actionnaires à la main des travailleurs qui, seuls, créent la richesse.

Juillet 26

L'ABSENCE DU SENEGAL AU VOTE DE L'ONU SUR CUBA EST UNE FAUTE POLITIQUE ET DIPLOMATIQUE

Le FRAPP exprime sa profonde indignation après la non-participation du Sénégal au vote intervenu le 7 juillet 2026 à l'Assemblée générale des Nations unies, portant sur l'ouverture d'un débat relatif à l'embargo économique, commercial et financier imposé par les États-Unis à Cuba.

Au moment où une majorité écrasante d'États a choisi de défendre le droit international, la souveraineté des peuples et la levée d'un blocus injuste, inhumain et illégal, le Sénégal s'est distingué par une absence incompréhensible. Cette posture est d'autant plus grave qu'elle rompt avec les traditions de solidarité internationale, de non-alignement, de panafricanisme et de soutien aux peuples en lutte qui devraient guider la diplomatie sénégalaise.

Cette situation révèle surtout les limites profondes de l'ONU : année après année, une majorité écrasante d'États condamne le blocus contre Cuba, mais rien ne bouge, parce que l'ordre international reste soumis au rapport de force impérialiste et au diktat des grandes puissances.

Pour le FRAPP, le blocus contre Cuba n'est pas une simple question diplomatique. C'est une politique de punition collective contre tout un

peuple. Depuis plusieurs décennies, Cuba subit une guerre économique destinée à affamer, isoler et faire plier un pays qui a choisi sa souveraineté. Aucun peuple ne doit être sanctionné pour avoir refusé la domination impérialiste.

Le Sénégal, pays africain qui connaît le prix de la domination coloniale et néocoloniale, ne peut pas rester silencieux lorsqu'un peuple frère est soumis à un blocus. L'Afrique ne peut oublier le rôle historique de Cuba dans les luttes de libération, notamment en Afrique australe, contre l'apartheid et l'impérialisme. La solidarité avec Cuba n'est donc pas une option : elle est un devoir de mémoire, de justice et de cohérence politique.

Le FRAPP considère que cette non-participation du Sénégal constitue un signal préoccupant. Elle traduit soit une absence de ligne diplomatique claire, soit une volonté de ménager les puissances impérialistes au détriment des principes de souveraineté, de justice internationale et de solidarité entre les peuples.

Le FRAPP demande au gouvernement du Sénégal : d'expliquer publiquement les raisons de la non-participation du Sénégal à ce vote; de réaffirmer clairement l'opposition du Sénégal à l'embargo contre Cuba; de voter sans ambiguïté, lors des prochaines échéances aux Nations unies, en faveur de la levée totale et immédiate du blocus; de replacer

la diplomatie sénégalaise dans une orientation souverainiste, panafricaine, anti-impérialiste et solidaire des peuples en lutte. Le Sénégal ne doit pas être absent lorsque l'histoire appelle les peuples à choisir entre la domination et la dignité, entre le silence complice et la solidarité internationale. Le FRAPP réaffirme sa solidarité

totale avec le peuple cubain et exige la levée immédiate, totale et inconditionnelle du blocus imposé à Cuba.

Vive la solidarité entre les peuples ! Non au blocus contre Cuba ! Non à l'impérialisme !
VENECEREMOS !

Fait à Dakar, le 8 juillet 2026

DÉCLARATION DE DAKAR POUR LE RETOUR À L'ORDRE CONSTITUTIONNEL, À LA DÉMOCRATIE ET À LA SOUVERAINETÉ POPULAIRE EN GUINÉE-BISSAU

Adoptée par la Conférence Internationale de Dakar sur la Guinée-Bissau et signée par 28 représentants d'organisations sénégalaises et guinéennes.

Nous, participants à la Conférence Internationale de Dakar sur la crise politique en Guinée-Bissau (membres de sociétés civiles, parties politiques et membres des structures du PAIGC à Diaspora Afrique, Europe et Amérique), résultant de l'autocoup d'État militaire survenu le 26 novembre 2025, réunis dans la capitale sénégalaise à l'initiative conjointe des forces démocratiques africaines, d'organisations de la société civile, d'intellectuels, de panafricanistes, de défenseurs des droits humains et d'amis de la Guinée-Bissau,

Déclarons que la crise politico-institutionnelle qui affecte actuellement la Guinée-Bissau ne constitue pas seulement une question nationale. Elle représente un défi majeur pour la démocratie africaine, pour l'État de droit en Afrique de l'Ouest et pour les principes consacrés par les instruments juridiques de l'intégration régionale africaine.

Nous refusons que la force se substitue au droit.

Nous refusons que l'arbitraire se substitue à la Constitution.

Nous refusons que la peur se substitue à la volonté souveraine du peuple.

Nous affirmons que la souveraineté appartient exclusivement au peuple guinéen et qu'aucune autorité ne peut gouverner durablement contre cette souveraineté.

À cet effet, la Conférence de Dakar : - Exige la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques notamment Domingos Simões Pereira, Présidente du PAIGC et Président légitime de l'Assemblée Nationale, ainsi que la fin de toutes les formes de persécution, d'intimidation, d'exil forcé et de

harcèlement contre les dirigeants politiques, les défenseurs des droits humains, les journalistes et les citoyens engagés dans la défense de la démocratie - Demande que toutes les situations de privation de liberté pour des motifs politiques fassent l'objet d'un examen indépendant et respectent pleinement les garanties de l'État de droit - Réaffirme que seule la vérité des urnes, établie conformément à la Constitution et à la législation électorale, peut constituer la base légitime de l'exercice du pouvoir de l'État.

Exige une transparence totale du processus électoral ainsi que la publication de tous les actes et documents officiels prévus par la loi électorale - Appelle au plein rétablissement de l'ordre constitutionnel et au fonctionnement normal des institutions républicaines - Réaffirme le caractère républicain des Forces armées et des Forces de sécurité, dont la mission fondamentale est la défense de la Nation, de la Constitution et des institutions démocratiques - Préconise la formation, dans les plus brefs délais, d'un gouvernement civil légitimé par l'ordre constitutionnel et par la volonté populaire - Appelle au dialogue national, à la réconciliation et à la construction d'un consensus démocratique durable - Demande à la CEDEAO d'abord l'adoption d'une feuille de route, pour mieux assurer le respect des recommandations de sommet des chefs d'États, ainsi qu'à l'Union africaine, à la CPLP, à l'Union Européenne, aux Nations Unies et aux autres partenaires internationaux d'assurer un suivi rigoureux de la situation politique et institutionnelle en Guinée-Bissau - Soutient l'adoption des mesures prévues par les mécanismes régionaux et internationaux contre tous ceux qui portent atteinte à l'ordre constitutionnel, à la démocratie et aux droits fondamentaux - Exige le respect intégral des décisions, résolutions et recommandations adoptées par les organes compétents de la CEDEAO concernant la Guinée-Bissau - Appelle tous les démocrates africains,

mouvements panafricanistes, syndicats, organisations de jeunesse et de femmes à manifester leur solidarité avec le peuple bissau-guinéen.

Depuis Dakar, nous affirmons : - La démocratie n'est pas négociable - La Constitution doit prévaloir sur l'arbitraire - La volonté du peuple doit prévaloir sur toute autre considération - L'Afrique du XXI^e siècle ne peut accepter des ruptures de l'ordre constitutionnel ni la

confiscation de la souveraineté populaire - La Guinée-Bissau mérite la paix - La Guinée-Bissau mérite la démocratie - La Guinée-Bissau mérite des institutions légitimes - La Guinée-Bissau mérite un avenir de justice, de liberté et de progrès. Vive la démocratie. Vive la souveraineté populaire. Vive la Guinée-Bissau.

Adoptée à Dakar, le 27 juin 2026 par la CONFÉRENCE

LE BURKINA FASO ROMPT LES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC LA FRANCE : Un acte légitime de souveraineté assumée

reçu de La Flamme, organe central du Parti Communiste du Bénin – PCB -

Le 26 juin 2026, le gouvernement du Burkina Faso à travers un communiqué officiel a rompu les relations diplomatiques avec la France. Dans le communiqué il est mentionné les raisons de cette rupture : « La confiance réciproque, le respect du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures et de la souveraineté nationale ne sont pas réunies. Cet état de fait se traduit entre autres par un activisme incessant du régime en place en France contre le Burkina Faso, des ambitions néocoloniales affichées avec le soutien actif à des réseaux subversifs qui endeuillent notre pays et le Sahel, la perfidie et la partialité des discours et des opinions sur notre pays pour en faire un paria de la communauté internationale. Face à ces visées impérialistes de domination de notre pays et d'asservissement de notre peuple, nous avons fait le choix de la responsabilité et de la souveraineté ». En réponse à cette rupture, les autorités françaises par le biais du Ministère Français de l'Europe et des Affaires Étrangères aux premières heures de la décision déclarent : « La France regrette cette décision hostile et sans fondement qui illustre la dérive des autorités burkinabè. Les mesures de réciprocité qui s'imposent sont en cours d'examen ». Les autorités françaises, en parlant de « décision sans fondement » non seulement ne reconnaissent pas les actes de dénigrement, ni encore les actes hostiles au pouvoir patriotique au Burkina. Mais en caractérisant la rupture des relations diplomatiques avec elle comme une illustration de « la dérive des autorités burkinabè », la France coloniale confirme tout ce dont le pouvoir burkinabè l'accuse, toute hostilité et des actes contre la politique de souveraineté du pouvoir du Président Ibrahim Traoré. Le monde

entier sait que la France n'a cessé de vouloir contrer et arrêter cette politique souverainiste au Burkina et au Sahel depuis le renvoi de ses troupes du territoire et la récupération de ses droits sur les ressources du sol et de sous-sol (Or, uranium, pétrole). La France a déployé une rage féroce contre non seulement le pays mais contre ces voisins de l'AES. Il n'y a pas de sommet où Macron n'évoque ça avec le plus grand mépris en parlant de junte. Aux différentes réunions des officines de l'OTAN, la France pense qu'elle a toujours le droit sur ses anciennes colonies. C'est régulièrement le langage des hauts fonctionnaires français militaires comme civiles et politiques. Ainsi, le 17 juin 2026, au Parlement européen, le Général Christophe Gomar devenu député de France a dans cette institution fait la lecture d'une résolution de provocation du peuple burkinabè dont la teneur suit : « Le Burkina Faso est isolé de la Communauté Internationale. Le pays est suspendu des organisations régionales et internationales. Les libertés fondamentales sont réduites et la situation sécuritaire s'est aggravée. Le territoire échappe au contrôle de l'État. Les populations ont besoin d'aide humanitaire. Le Burkina Faso sombre dans le chaos. Le Burkina Faso est devenu une menace pour ses pays voisins ». Avant lui, c'est le Chef d'État-major Général des Armées françaises Fabien Mandon après une conférence avec ses homologues du Bénin le 19 mars 2026 à Cotonou qui a déclaré : « Depuis les putschs au Burkina-Faso, au Niger, au Mali, la situation s'est dégradée dans ces pays. Les groupes terroristes sont plus forts et cela a des conséquences sur l'ensemble de la sous-région ». Ces déclarations hostiles couvrent les actes de soutien aux groupes terroriste, les actes de subversions pour le renversement des régimes patriotiques du Sahel en général et du Burkina en l'occurrence. Le pouvoir du Président Ibrahim Traoré a parfaitement raison de

rompre ses relations diplomatiques avec un pays avec lequel « la confiance réciproque, le respect du principe de non ingérence dans les affaires

intérieures et de la souveraineté nationale ne sont pas réunies ». Bravo !

ANALYSE STRATÉGIQUE ET FINANCIÈRE **DE LA FUTURE MONNAIE DE L'AES**

(Horizon 2031)

reçu sur facebook

Le projet de création d'une monnaie commune par les pays de l'AES – Mali, Burkina Faso, Niger – est le dossier le plus explosif de la sous-région. Pour la masse, c'est le symbole ultime de la « libération du néocolonialisme ». Pour les banquiers centraux occidentaux, c'est une hérésie condamnée à l'hyperinflation.

En stratégie monétaire et en diagnostic de structures étatiques, la monnaie n'est ni un slogan politique ni un outil idéologique : c'est une marchandise de confiance adossée à une puissance de production.

Voici l'autopsie financière profonde, la matrice FFOM et les scénarios prospectifs à cinq ans de cette transition monétaire historique. Sans filtre. Sans complaisance.

Créer une monnaie ne consiste pas à acheter des planches à billets. La question centrale d'une banque centrale de l'AES est : quelle est la contrepartie de la monnaie émise ? Pour éviter le piège du rouble soviétique ou du dollar zimbabwéen, l'AES doit rompre avec la règle de la convertibilité illimitée garantie par un tiers pour inventer un modèle d'adossement matériel.

Le Mali et le Burkina Faso figurent parmi les plus grands producteurs d'or du continent – plus de 130 tonnes combinées par an – tandis que le Niger possède l'uranium et le pétrole, avec des exportations qui devraient atteindre 200 000 barils par jour . La future banque centrale de l'AES devra imposer que le seigneurage soit adossé à des réserves d'or physiques nationalisées et conservées sur le territoire africain, et non à Paris ou à New York. Pour stabiliser la valeur de la monnaie, l'AES devra appliquer une discipline monétaire stricte : interdire le financement direct des déficits budgétaires par la planche à billets sous peine de dévaluer instantanément le pouvoir d'achat des populations.

Les trois pays forment une zone relativement homogène en termes de PIB par habitant et de structures économiques : agriculture céréalière, élevage, production minière aurifère, coton pour le Mali et le Burkina, uranium et pétrole pour le

Niger . L'AES est donc plus proche de constituer une zone monétaire optimale que la CEDEAO, beaucoup plus hétérogène.

Mais cette homogénéité ne doit pas occulter des performances macroéconomiques contrastées. Les déficits budgétaires en 2022 étaient de 7,2 % du PIB pour le Burkina, 4,8 % pour le Mali, et 6,8 % pour le Niger, tandis que les déficits des paiements courants atteignaient respectivement 6,2 %, 6,9 % et 14,4 %. Compte tenu des difficultés de financement des États et de l'importance des besoins existants – population jeune, infrastructures déficientes, lutte contre l'insécurité – les États de l'AES seront poussés à exercer une forte pression sur la nouvelle banque centrale pour financer leurs dépenses par de la création monétaire, avec à la clé une inflation élevée.

À la fin de décembre 2023, les réserves constituées par la BCEAO pour le Burkina et le Mali étaient négatives, et légèrement positives pour le Niger. Les réserves de ces pays restent positives, mais elles sont détenues par les banques commerciales soutenues par leurs maisons mères, qui seront sans doute rebutées par le risque de change accru. Il existe donc un risque de pénurie de devises en cas de sortie du franc CFA.

Analysons les scénarios possibles à l'horizon 2031.

Scénario 1 : Le naufrage zimbabwéen – probabilité 25 %. Sous la pression de la guerre antiterroriste et des blocus économiques, les gouvernements de l'AES forcent la nouvelle banque centrale à imprimer de la monnaie pour payer les fonctionnaires et les fournitures militaires. N'ayant pas d'usines pour produire des biens de consommation, l'excès de monnaie se heurte à la rareté des produits. Résultat : inflation à trois chiffres, effondrement de la monnaie locale sur le marché noir, retour du dollar ou du franc CFA de contrebande dans les transactions quotidiennes.

Scénario 2 : Le modèle de l'ancre extérieure – probabilité 45 %. Consciente de ses faiblesses, l'AES décide de ne pas faire cavalier seul. Elle signe un partenariat monétaire stratégique avec la Chine et la Russie. La monnaie de l'AES est arrimée à un taux fixe ou glissant sur le yuan chinois, sécurisée par des

contrats d'approvisionnement minier à long terme. Résultat : stabilité monétaire relative, mais transfert de la dépendance financière de Paris vers Pékin. L'économie survit, mais l'industrialisation locale reste lente.

Scénario 3 : Le miracle du Sahel – probabilité 30 %. C'est le scénario de rupture de haut niveau. L'AES utilise sa monnaie comme une arme protectionniste. Elle dévalue volontairement la monnaie au départ pour rendre les importations de produits étrangers hors de prix, et force ainsi ses entrepreneurs locaux à industrialiser le pays. L'argent créé sert exclusivement à financer des infrastructures de production. Résultat en 2031 : l'AES devient le moteur industriel de l'Afrique de l'Ouest, sa monnaie est recherchée dans la sous-région car elle est adossée à une économie réelle et à des

stocks d'or physiques inattaquables.

La leçon géopolitique est claire. La souveraineté monétaire n'est pas le point de départ du développement, c'est le bouclier d'une économie qui produit. Si vous créez une monnaie sans créer les usines pour saturer le marché intérieur, votre monnaie ne sera qu'un morceau de papier coloré. Ce qui est vrai pour les États est vrai pour votre entreprise. Vous pouvez changer votre logo, digitaliser votre communication et clamer votre indépendance. Mais si votre structure n'a pas d'analyse financière profonde, si vos coûts de revient sont mal maîtrisés, et si vous n'avez pas de système automatisé pour sécuriser vos marges, vous continuerez à subir la loi des prédateurs extérieurs. Je suis L'IMPACTEUR. La monnaie de demain appartient aux bâtisseurs de systèmes. Le jeu a changé. Mettez vos structures aux normes du siècle.

CUBA SOUS ASPHYXIE PETROLIERE : **LA VERSION TRUMPSTE DU BLOCUS GÉNOCIDAIRES**

reçu de Jik An Bout, journal des Comités Populaires, Martinique

Dans l'histoire du Blocus économique des Etats Unis instauré en 1962 par John KENNEDY, Donald TRUMP surpasse en horreur tous ses prédécesseurs : il a interdit par un Ordre Exécutif du 29 Janvier 2026 l'importation de la moindre goutte de pétrole à Cuba, menaçant tout Etat exportateur de représailles douanières. Cuba, qui consomme quotidiennement 100.000 barils de pétrole pour faire tourner son économie et son système social, ne produit que 40.000 barils tirés de son sous-sol. Le Venezuela, exportateur principal depuis 1998, date d'arrivée de Hugo CHAVEZ à la présidence, a subi le 3 janvier 2026 une agression d'une violence inouïe débouchant sur la capture et la séquestration du président en exercice, Nicolas MADURO. Depuis cette date, les USA contrôlent les exportations pétrolières du Vénézuéla et les livraisons à Cuba ont été stoppées net. Le Mexique, deuxième exportateur à Cuba depuis plusieurs années a également arrêté (depuis Le 9 janvier 2026) ses exportations vers Cuba, par crainte des représailles annoncées : l'économie Mexicaine est étroitement complémentaire de l'économie EtatsUnienne, (80% des exportations Mexicaines vont vers le marché Etats-Unien), et les hausses douanières annoncées auraient un impact économique dévastateur. Depuis début janvier, Cuba vit presque exclusivement sur sa

production nationale de pétrole et sur ses réserves stratégiques. Ce n'est pas un génocide par tapis de bombes comme à GAZA, c'est un génocide par Asphyxie pétrolière : • Les couveuses s'éteignent dans les services pédiatriques laissant des nourrissons condamnés à une mort certaine. Les opérations chirurgicales ou accouchements se terminent parfois à la lumière des téléphones portables, • Les transports urgents ou non urgents sont entravés ou à l'arrêt, • La nourriture faute de refroidissement pourrit dans les réfrigérateurs domestiques, • L'économie et les services tournent au ralenti, • Les liaisons aériennes pourvoyeuses de touristes sont suspendues, • Les hôtels ferment faute de touristes... • 96.000 patients dont 11.000 enfants en attente d'une opération chirurgicale • 30.000 femmes enceintes en attente d'une échographie • Le taux de mortalité infantile a bondi de 4 pour 1000 en 2018 à 9,9 pour 1000 depuis l'arrivée de Trump au pouvoir.

Pour parachever l'entreprise d'étranglement, l'administration Etats-Unienne s'attaque désormais au fleuron de l'internationalisme Cubain : les services médicaux à l'étranger. Une tournée dévastatrice de MARCO RUBIO dans la Caraïbe (Sainte Lucie, Saint Vincent, Barbade, Jamaïque...) et l'Amérique Latine (Honduras, Equateur...) a exercé une pression maximale, pour imposer aux Etats, sous peines de sanctions économiques et financières, d'arrêter les missions médicales

cubaines. Ces missions médicales soutiennent de façon déterminante les systèmes de santé de la plupart des pays de la caraïbe et de l'Amérique latine, et ce à des prix dérisoires. Pourtant ces missions médicales ont rendu à l'humanité des services incomparables, historiquement reconnues par l'ONU, l'OMS et l'UNESCO : • Entre 1959 et 2020, 600.000 missions dans 158 pays (sur 193) avec la participation de 326 000 professionnels de santé : - 2 milliards de consultations, - 4,3 millions d'accouchements, - 12 millions de vaccinations de femmes enceintes et d'enfants, • Le programme «BARRIO ADENTRO» (Au cœur des quartiers) a mobilisé 38.000 coopérants dans plusieurs secteurs de la vie sociale Vénézuéla (santé et éducation). • Le projet «MAIS MEDICOS» au Brésil a introduit 11.429 médecins au Brésil dans les quartiers pauvres (Favelas), privés de soins médicaux et dans la zone du nordeste où la prise en charge médicale était inconnue des populations. • «L'OPERATION Milagro» a permis de rendre la vue à 4 millions d'êtres humains surtout en Amérique Latine, grâce aux opérations de la cataracte réalisées par des ophtalmologues Cubains dans 35 pays. La pression actuelle des Etats Unis de TRUMP va jusqu'à interdire l'envoi de jeunes latinoaméricains ou caribéens à l'ELAM (Ecole LatinoAméricaine de Médecine à La Havane), Ecole qui depuis sa création a déjà gradué plus de 31.000 médecins dans 120 pays du sud global. Cette même école dont MARGARET CHAN, Directrice de l'OMS de 2007 à 2017 disait : «Je ne connais aucune école de médecine avec une politique d'admission qui donne la priorité aux candidats en provenance des communautés pauvres, et qui savent de première main, ce que signifie vivre sans avoir accès aux soins médicaux de base. Pour une fois, si vous êtes pauvre, si vous êtes femme ou si vous venez d'une population indigène, vous disposez d'un avantage précis. C'est une Ethique institutionnelle qui fait de cette école une entité unique». Voilà donc à quoi s'attaque froidement DONALD TRUMP en assumant cyniquement son inhumanité !!!

Le Peuple cubain résiste, la solidarité mondiale l'accompagne

Le Gouvernement CUBAIN, qualifié «d'ÉTAT FAILLI» par ce président aux allures de shérif, organise cependant la résistance avec beaucoup

de sang-froid, sang-froid forgé durant 65 ans d'expérience du blocus : - Priorité du combustible aux plus fragiles (foyers pour personnes âgées, hôpitaux et foyers maternels) - Instauration de la semaine de 4 jours de travail, - Enseignement en distanciel sauf pour le primaire, - Les touristes sont regroupés dans certains centres touristiques afin de générer des économies en fermant les hôtels présentant un taux d'occupation insuffisant - Gestion efficace de l'aide internationale qui afflue du monde entier en privilégiant les plus précaires, - Les ingénieurs Cubains viennent d'expérimenter un procédé de raffinage du pétrole brut Cubain, de haute densité et viscosité, permettant de produire du diesel et du fuel commercialisables, grâce à une technologie basée sur le thermo conversion développée par le Centre de Recherches du Pétrole, - Entraînements militaires de masses autour du concept de « la guerre du peuple tout entier », - Interception d'une embarcation de mercenaires armés jusqu'aux dents venus de Floride Le gouvernement est donc aux manettes et réagit avec un sens élevé des responsabilités. Il a par ailleurs ouvert parallèlement un dialogue avec les Etats-Unis, mais sur la base du respect mutuel et de la non ingérence. Le peuple Cubain affiche pour sa part une résilience exemplaire et une solidarité sans faille face à l'offensive génocidaire : - Les ventes de charbon de bois se développent pour contrer les pénuries de gaz domestique, - Les Cubains ont recours aux calèches tractées par des chevaux ainsi qu'aux bici-taxis pour les transports urbains, - Les Cubains ne se barricadent pas les uns contre les autres et renforcent leur solidarité comme jamais. Même la communauté Cubano Américaine multiplie les appels à l'arrêt du blocus génocidaire qui frappe durement les familles sur place - Des manifestations massives dénoncent sur place l'offensive génocidaire des États-Unis et un appel à la résistance patriotique a recueilli plus de 6 millions de signatures, - Le renforcement des structures économiques privatives (MYPIMES), reconnues par la constitution cubaine depuis 2021, participe à la résistance à l'offensive visant à affamer Cuba notamment à travers un circuit d'importation privé. Par ailleurs, l'aide internationale afflue à Cuba pour desserrer cet étranglement inhumain : • 1000 hectares de terres sont désormais consacrés à la production rizicole dans le cadre d'accords avec le Vietnam qui dispose dans cette culture d'une expertise reconnue • La Chine a fait don à Cuba de 90 000 tonnes de riz ainsi que d'une aide financière

de 80 millions de dollars. L'installation de 35 parcs solaires a été achevée en octobre 2025 soit une capacité de 750 Mégawatts sur une demande de 3 300 Mégawatts, l'objectif de Cuba étant d'ici 2028, d'assurer 26% de la demande nationale d'électricité grâce au solaire. Dans l'urgence, face au blocus énergétique, 5000 systèmes photovoltaïques de 2 KH ont été donnés par la Chine pour sécuriser les secteurs sociaux les plus fragiles. Actuellement, la Chine devant l'urgence, est en train d'installer rapidement de nouvelles centrales pour contrecarrer le siège pétrolier : 52 centrales photovoltaïques sont déjà opérationnelles et ce chiffre devrait être porté à 75 dans les semaines à venir.

- Le Mexique a déjà fait parvenir par deux envois successifs 2 007 tonnes de vivres en urgence (lait en poudre et haricots)
- Le Brésil et la Colombie ont réaffirmé le 5 mars 2026, lors d'une conférence de la FAO, leur engagement à soutenir Cuba dans ses programmes de production alimentaire et ont expédié des tonnes d'aide alimentaire.
- Plusieurs flottilles humanitaires venant d'Europe ont livré à Cuba des denrées et des médicaments
- L'arrivée d'un premier super tanker russe qui a livré 730 000 barils de pétrole à Cuba a permis une respiration temporaire. Un deuxième arrivage est prévu

prochainement, la Russie défiant ouvertement l'injonction américaine de livrer du pétrole à Cuba. Les Martiniquais, qui comme plus de 160 Etats dans le monde ont déjà bénéficié du soutien médical de Cuba (Hôpital du Lamentin, crise du COVID), doivent résolument affirmer leur Humanité Caribéenne et leur verticalité Martiniquaise face aux menaces et pressions de TRUMP, en participant massivement à la campagne de solidarité (Envoi de médicaments, de vivres et de panneaux solaires à Cuba) organisée par le collectif de solidarité des Martiniquais avec CUBA, soutenu activement par plus de 20 organisation et par ceux de nos élus qui sont conscients et solidaires. Deux containers partiront dans les prochaines semaines avec le partenariat logistique de la ville du Lamentin, et la collecte d'argent auprès des Martiniquais qui a permis de rassembler près de 12 000 Euros, permettra de commander directement en Chine des panneaux Photo voltaïques pour donner de la lumière à une ou plusieurs institutions sanitaires ou sociales à Cuba. Tout cela exprime magnifiquement la solidarité du peuple Martiniquais avec Cuba et prochainement, une délégation ira sur place accompagner la livraison des donations et manifester le lien historique entre le peuple Martiniquais et le peuple Cubain.

CUBA, UNE DICTATURE ?

(Par Ana Hurtado, traduction MT)

Lorsqu'on aborde la question de la dictature, il est essentiel de comprendre le contexte dans lequel ce concept est employé. La vision dominante dans le monde – principalement influencée par l'Europe et les États-Unis – définit les termes politiques selon sa propre conception de la liberté et de l'organisation de la société. Si l'on examine la conceptualisation de ce qu'est une dictature, on la comprend comme le gouvernement d'un pays par une seule personne, un groupe de personnes ou un parti politique, où la participation populaire est interdite, où la liberté d'expression est inexistante, où les libertés individuelles n'existent pas – ou ne sont pas garanties – et où, de surcroît, il n'y a pas de séparation des pouvoirs. Autrement dit, le pouvoir judiciaire est subordonné à cette structure, tout comme le gouvernement, et il n'existe aucune séparation réelle entre eux. C'est, conceptuellement, ce que l'on appelle une dictature.

Des exemples concrets de ce qui précède

existent dans divers pays qui se présentent comme des démocraties consolidées. Par exemple, en matière de libertés individuelles et d'expression, en Espagne, on peut citer le cas du rappeur Pablo Hasél, emprisonné pour avoir exprimé des opinions jugées offensantes pour la Couronne. De même, à la base navale de Guantanamo, gérée par les États-Unis, des personnes sont privées de liberté dans un contexte où les garanties fondamentales sont remises en question. Ces exemples ouvrent le débat sur la manière par laquelle certaines libertés sont pleinement garanties dans les prétendues démocraties occidentales, surtout lorsque, simultanément, des systèmes organisés différemment sont qualifiés de dictatures.

Prenons l'exemple de Lénine. Il parlait de la dictature du prolétariat, entendue comme le pouvoir entre les mains du peuple. En ce sens, le débat ne saurait se réduire à la simple question de savoir si un État est ou non une dictature, car, sans aucun doute, tout groupe exerçant le pouvoir politique assume des fonctions de direction et de commandement de par

sa nature même. La question est, en tout état de cause, de savoir comment ce pouvoir est exercé et dans quelle mesure il est accepté ou contesté par la société. Une entreprise est-elle une dictature ? Un père de famille est-il une dictature ? À Cuba, en particulier, la répartition des fonctions est clairement établie : d'une part, l'État, siège de l'Assemblée nationale ; d'autre part, les organes de justice, qui ne sont responsables que devant la loi et son interprétation – une loi qui émane des intérêts du peuple. Il y a le gouvernement en tant qu'organe administratif, et il y a le Parti en tant que force politique.



Dans le cas du Parti à Cuba, qui est le sujet le plus discuté à l'international – et je dis « à l'international » intentionnellement, car au niveau national, ce n'est pas une question centrale pour la population –, le Parti communiste est la force dirigeante suprême de la société. Ce n'est pas un phénomène récent ; il trouve ses racines historiques dans la pensée de José Martí. Les démocraties sociales-bourgeoises occidentales, dans leur conception de la participation au pouvoir, instaurent le multipartisme. Cela donne l'impression qu'il existe diverses manières de penser politiquement et des structures pour les représenter, mais cela contribue également à la division de la classe ouvrière. Indéniablement, cela la fragmente. Actuellement, dans de nombreux pays occidentaux, la gauche est profondément divisée en une multitude de partis, avec des scissions, des séparations et des recompositions constantes, ce qui affaiblit sa capacité d'action. Martí, en son temps, avant même que Lénine ne le mette en pratique, avait compris ce problème. À Cuba, de multiples forces politiques luttèrent pour l'indépendance, mais elles étaient fragmentées. Martí créa le Parti révolutionnaire cubain précisément pour unifier ces forces autour d'un objectif commun : l'indépendance. Le Parti actuel est l'héritier de cette tradition historique. Par la suite, après le triomphe de la Révolution, le Parti communiste se consolida comme un mécanisme de prévention de la fragmentation interne du processus révolutionnaire lui-même, notamment face à la puissance de l'impérialisme américain – une puissance à laquelle plusieurs nations ont

récemment été confrontées, mais à laquelle Cuba est confrontée depuis plus de 67 ans.

Cuba est experte en la matière. L'existence d'un parti unique n'implique pas nécessairement l'existence d'une dictature. Comme expliqué précédemment, les rôles sont séparés, la participation est possible et la liberté de pensée n'est pas réprimée. À Cuba, certaines personnes soutiennent des modèles économiques ou politiques alternatifs, y compris des positions annexionnistes, et peuvent exprimer ces opinions sans être privées de leurs droits. Les Forces armées et le ministère de l'Intérieur sont simplement des personnes en uniforme. Ce sont des gens humbles, issus du peuple, qui défendent leur système politique et humaniste. De plus, l'histoire offre des exemples clairs de conduite

éthique constante, comme le traitement des mercenaires lors du débarquement de la Baie des Cochons et des prisonniers capturés dans la Sierra Maestra. Dans les deux cas, la priorité a été donnée aux soins des blessés, puis à leur dignité. Dans le cas de la Sierra Maestra, nombre d'entre eux ont d'ailleurs rejoint l'Armée rebelle. Ceci exclut naturellement les criminels qui, en temps de guerre, ont massacré des familles paysannes entières et qui auraient dû être jugés par un tribunal militaire, comme c'est le cas pour tout procès de cette nature. De même, lors d'un incident récent où dix mercenaires ont approché Cuba à bord d'un hors-bord chargé d'armes, la première chose faite pour les survivants de cet incident extrêmement grave et de cette agression contre la souveraineté territoriale cubaine a été, entre autres, de leur fournir des soins médicaux.

Une dictature au sens classique du terme, tel qu'il est compris ou admis en Occident, est une chose, et une organisation politique qui privilégie l'unité en est une autre. En réalité, dans le cas cubain, il s'agit d'un parti qui, bien qu'unique, fonctionne selon une logique d'intégration de la diversité sociale. Il suffit de l'observer pour constater que des personnes de confessions religieuses, d'origines sociales, raciales, idéologiques et sexuelles différentes participent pleinement à la vie politique et organisationnelle du pays. Aucune condition humaine n'exclut quiconque de la participation politique à Cuba. La seule exigence fondamentale est la défense de l'indépendance, de l'autodétermination et de la souveraineté du pays. Par conséquent, le concept de dictature ne correspond pas directement à cette réalité. Une dictature apprend-elle à lire et à écrire à toute sa population ? Quelle dictature exporte des

médecins dans le monde entier et offre une formation gratuite aux professionnels des pays qui en ont besoin ? Une dictature garantit-elle un système d'éducation et de santé universel ? Si l'on compare ces éléments avec ceux de pays dotés de systèmes politiques multipartites mais souffrant de profondes inégalités structurelles, d'un accès limité aux soins de santé, d'une éducation conditionnée par les ressources économiques ou d'une absence de couverture sociale universelle, une tension manifeste apparaît entre la définition formelle d'un système politique et ses résultats concrets.

Une dictature peut-elle atteindre l'excellence dans le sport international ? Une dictature peut-elle mobiliser des millions de personnes de manière organisée ? Selon les critères occidentaux, Cuba est considérée comme une dictature car elle ne reproduit pas son modèle politique. Pourtant, analysée sous un autre angle, une contradiction se dessine : son modèle place l'être humain au centre de son cadre juridique, et la Constitution érige la dignité humaine en principe directeur de l'action politique, administrative et militaire. Un système à parti unique répond fondamentalement à une logique d'unité et, pour reprendre les mots de Lénine, le pouvoir appartient, de toute évidence, au prolétariat. Si l'analyse est élargie, d'autres exemples apparaissent. Aux États-Unis, malgré l'existence de plusieurs partis, le pouvoir politique est fondamentalement structuré autour de deux grandes organisations : le Parti démocrate et le Parti républicain. Leurs processus internes de sélection des candidats sont fortement influencés par les structures de pouvoir économiques et militaires. Cela soulève des questions quant au degré de participation populaire réelle à la prise de décision, ainsi que sur le poids des intérêts économiques en

politique. En Europe, l'existence des monarchies ouvre également des débats sur la légitimité démocratique, étant donné qu'elles ne sont pas soumises à l'élection directe.

Ces contradictions démontrent l'existence de critères différents pour classer les systèmes politiques, ainsi que d'éventuels doubles standards dans la construction de certains récits publics. Les mouvements progressistes et les projets anti-impérialistes sont souvent la cible de ce type de catégorisation et de diabolisation. Si l'on adopte la logique de l'analyse occidentale, on pourrait dire que Cuba est une dictature, certes. Mais une dictature de la dignité ; une dignité soumise depuis des décennies à des pressions extérieures, à des sanctions économiques et à des limitations structurelles imposées par les États-Unis et leurs alliés. Un pays qui, depuis plus de soixante ans, subit des restrictions constantes ayant un impact direct sur son développement, imposées comme toujours par les mêmes acteurs. Ceci soulève une question fondamentale : si le système est considéré comme un échec, pourquoi maintenir des mesures extérieures qui limitent son développement ? Pourquoi ne pas les lever et le laisser évoluer librement ? Pourquoi ne pas permettre son évolution sans entraves ? Alors que certaines mesures ont été assouplies, des variations positives ont été observées au niveau international dans certains indicateurs économiques du produit intérieur brut cubain. Il a été démontré que Cuba, sans blocus, est capable de réaliser bien plus que certains ne l'imaginent, et même plus que nous ne l'imaginons nous-mêmes. Il s'agit indubitablement d'un modèle qui repose sur une relation de respect mutuel entre les dirigeants politiques et le peuple, sur un consensus forgé par la résistance, la souveraineté et la conviction que l'être humain doit être au cœur de toute décision. Il en a été ainsi, il en est ainsi et il en sera ainsi. Il n'y a rien d'autre à ajouter.

FORUM MONDIAL SUR LA GOUVERNANCE DES DROITS DE L'HOMME à BEIJING

Bruno Guigue

"Chine : Pékin ouvre une bataille centrale contre le monopole occidental des droits humains.

La Chine a publié ce 11 juin son Plan national d'action pour les droits humains 2026-2030, lors du Forum mondial sur la gouvernance des droits humains à Pékin. Ce n'est pas un simple document administratif. C'est une réponse politique directe à l'ordre occidental qui prétend définir seul ce qu'est la liberté, la dignité, la

démocratie et la valeur d'un État. Pékin oppose à cette lecture punitive une vision fondée sur le développement, la stabilité, la souveraineté, la justice sociale, l'accès aux services publics, l'amélioration concrète du niveau de vie et le droit de chaque civilisation à suivre sa propre voie. Source : Xinhua / CGTN / China Daily - 11 juin 2026.

LA CHINE DÉPLACE LE CENTRE DU DÉBAT

Pendant des décennies, les droits humains ont été

utilisés par les capitales occidentales comme un instrument de classement du monde. Les États alignés étaient absous, les États souverains étaient accusés, sanctionnés, isolés, médiatiquement encerclés.

La Chine répond par un renversement de perspective : les droits humains ne sont pas une arme diplomatique réservée à Washington, Bruxelles ou Londres, mais une question de conditions réelles d'existence. Le plan chinois met donc en avant les droits économiques, sociaux et culturels : niveau de vie, emploi, sécurité sociale, santé, éducation, culture, réduction de la pauvreté, modernisation partagée. Ce choix n'est pas secondaire.

Il dit quelque chose de fondamental : un peuple ne vit pas de sermons. Il vit d'un toit, d'un travail, d'infrastructures, d'écoles, d'hôpitaux, de sécurité, de stabilité et d'un État capable d'organiser le développement. C'est précisément cette définition matérielle des droits humains que l'Occident

évite, parce qu'elle expose ses propres contradictions.

On peut publier des rapports, distribuer des notes morales, donner des

leçons au Sud global, mais que valent ces discours quand les mêmes puissances ont imposé blocus, guerres, sanctions, plans d'austérité, chaos régional et dépendance économique à des dizaines de pays ?

PÉKIN NE PARLE PAS SEULEMENT À L'OCCIDENT

La force de ce plan, c'est qu'il ne s'adresse pas uniquement aux chancelleries occidentales. Il parle d'abord au Sud global, à ces pays qui ont longtemps subi un double langage permanent : d'un côté, les discours sur la dignité humaine ; de l'autre, la pression financière, les ingérences politiques, les bases militaires, les sanctions extraterritoriales et les campagnes médiatiques contre les gouvernements qui refusent l'alignement. La Chine propose un autre cadre : coopération plutôt qu'ingérence, développement plutôt que punition, dialogue plutôt que tribunal

idéologique. Dans cette logique, les droits humains ne sont pas séparés de la souveraineté nationale. Ils en dépendent. Un pays incapable de décider pour lui-même, soumis aux pressions extérieures, aux embargos ou aux modèles imposés, ne peut pas garantir durablement les droits de sa population. C'est le cœur du message multipolaire : il n'existe pas un seul chemin vers la dignité humaine. Il n'existe pas une seule civilisation autorisée à juger toutes les autres. Il n'existe pas un seul modèle politique que le reste du monde devrait copier sous menace de sanctions.

UN DOCUMENT INTÉRIEUR, MAIS UNE PORTÉE MONDIALE

Le plan 2026-2030 couvre aussi les droits civils et politiques, la protection juridique, les droits environnementaux, les droits des femmes, des enfants, des personnes âgées, des personnes handicapées, des minorités ethniques, ainsi que les nouveaux enjeux liés au numérique et aux technologies intelligentes. Pékin inscrit donc les droits humains dans une vision d'État longue, structurée, planifiée, et non dans une logique de communication instantanée. Cette différence est essentielle. L'Occident traite souvent les droits humains comme une accusation extérieure. La Chine les traite comme une construction nationale, liée à la modernisation, à la cohésion sociale, à la sécurité collective et à la capacité de l'État à tenir ses engagements dans le temps.

CE QUE CELA RÉVÈLE

La publication de ce plan marque une étape de plus dans la bataille mondiale du récit. La Chine ne se contente plus de répondre aux accusations occidentales. Elle construit son propre langage, ses propres critères, sa propre architecture intellectuelle des droits humains. C'est cela que les capitales occidentales supportent mal : la fin du monopole moral. Pendant longtemps, elles ont décidé qui était démocratique, qui était fréquentable, qui devait être sanctionné, qui devait être rééduqué, qui devait être renversé. Pékin affirme désormais une autre évidence : la dignité humaine ne se décrète pas depuis les anciens centres impériaux. Elle se construit dans la souveraineté des peuples."

11 et 12 juin 2025

COUPE DU MONDE DE FOOT 2026

L'ESPAGNE DOIT DÉDIER SA VICTOIRE A LA PALESTINE !

Diagne Fodé Roland

L'équipe d'Iran sans domicile fixe aux USA, l'arbitre international somalien et des

journalistes expulsés, des fouilles indignes des bagages d'équipes africaines, des billets trop chers

pour les passionnés du foot, le président US fait annuler le carton rouge d'un joueur Us avec la complicité du président de la FIFA, après s'être affiché avec son capitaine le criminel de l'Etat colonialiste israélien soutient ouvertement l'équipe d'Argentine et finalement, toute honte bue, une remise de la coupe du monde par le président commerçant agresseur de l'Iran, qui n'a assisté à aucun match, à l'équipe du pays d'Europe qui, avec la

Norvège et l'Irlande, a condamné le génocide à Gaza et l'agression de l'Iran. Encore une fois la FIFA s'est couchée devant toutes les atteintes liberticides de l'impérialisme yankee contre "l'esprit de Coubertin" dont



les origines lointaines sont à retrouver dans l'antique Égypte pharaonique noire qui l'a ensuite transmise à la Grèce puis la Rome antiques.

Qu'on joue à l'autruche ou non, plongeant sa tête dans le sable pour ne pas voir la réalité, la finale de la coupe du monde 2026 a une dimension géopolitique indéniable qui dépasse la simple compétition footballistique.

Le football est parfois le miroir d'un affrontement géopolitique comme ce fut le cas du remake footballistique de la "guerre des malouines" lors de ce fameux Argentine Angleterre lors de la coupe du monde gagnée par la "main de dieu" de l'immense DIEGO ARMANDO MARADONA qui fut le symbole "LA GRANDEUR DE LA REVANCHE DU PAUVRE ET DE L'OPPRIMÉ" (titre de mon article du 28/11/20 qui lui rend hommage).

Voilà pourquoi nous écrivions alors : "On aurait tellement voulu que sportifs, mais aussi musiciens, cinéastes, peintres, romanciers et autres artistes de renom suivent sans être exhaustif, en paroles et en actes, les traces de Maradona, Mohamed Ali, Tommie Smith, John Carlos, les Ballets Africains, Sory Kouyaté Kandia, Myriam Makeba, A. Demba Camara-Bembeya Jazz, Salif Keita, Sembène Ousmane, Ngugi Wa Thiong'o, Kateb Yacine, Oum Kalthoum, Nâzim Hikmet, Bertolt Brecht, Picasso, Aragon, Henri Barbusse, Maxime Gorki, Pablo Neruda, Jack London, etc. Par exemple, dénonçant la corruption et la gabegie de la FIFA, complètement sous le contrôle des

milliardaires actionnaires des grandes multinationales impérialistes, Maradona lançait en 1995, avec Eric Cantona, l'Association Internationale des Footballeurs Professionnels (AIFP). Mais au-delà des hommages de ses homologues joueurs, on sent et voit bien les camps se dessiner entre ceux qui veulent le réduire au "footballeur hors pair" qu'il a été et ceux qui associent la vedette et son engagement politique anti-impérialiste du côté des travailleurs et des peuples. Ne cherchez pas de midi à quatorze heures, les premiers ce sont les milliardaires, médias et élites politiques étatsuniens et européens et les seconds ce sont les travailleurs du centre du capitalisme impérialiste mondialisé et les peuples de la périphérie opprimée. Le seul intérêt que les capitalistes impérialistes portent à ce « gamin en or » qui a fait vibrer les stades de ses prodigieuses prouesses footballistes à Barcelone puis à Naples, à l'instar de beaucoup de ces immigrés ou enfants d'immigrés issus des quartiers populaires des villes européennes ou des minorités noirs ou hispaniques et amérindiennes opprimées aux USA, est l'apologie de la "réussite individuelle", le "gain de l'argent" grâce à leur "physique sportif", leur "musique rythmique, etc". Pauvre poète "nègre" assimilé qui chantait que "l'émotion est nègre et la raison hellène" !

Cette fois encore dans le sillage indélébile de l'histoire raciste de la soi-disant "plus grande démocratie" qu'est la colonie exterminatrice des cow-boys yankee tant adorée par une certaine intelligentsia médiatique, le racisme consécutif à la conquête génocidaire du continent Amérindien par les capitalistes européens suivie de la traite et l'esclavage des noirs africains s'est manifesté lors de plusieurs matchs, notamment du match entre le Cap-Vert et l'Argentine par des supporters argentins qui ont traité les noirs de "nègres et de chimpanzés" avec des slogans en espagnol « d'aller pleurer au zoo » pendant que d'autres supporters avec le maillot argentin brandissaient le drapeau de l'entité sioniste. Singeant les fascistes au pouvoir dans leur pays respectif, des racistes argentins et paraguayens ont entonné des chants racistes fredonnant qu' " ils jouent pour la France, mais viennent tous d'Angola, c'est bien ils savent courir, ce sont des trans comme ce putain de Mbappé, sa mère est nigériane...". Bien entendu, en riposte plusieurs manifestations pro-palestiniennes ont été cachées par les médias sur ordre de la FIFA à la demande de l'administration fédérale étasunienne.

La victoire de l'Espagne a non seulement éventré cet omerta sioniste impérialiste contre la souffrance et le génocide subi par le peuple héroïque et martyr de Palestine, mais a ajouté à cette utile prise de position géopolitique humaniste l'agrément de la victoire du jeu collectif versus le jeu du collectif au service d'une vedette.

Et l'Afrique dans tout ça ? Neuf (9) équipes africaines ont, pour la première fois, franchi le cap du premier tour, deux sont arrivées en 8ème de finale. On est en droit d'espérer qu'ayant tiré les leçons des défaites 2026, la coupe du 2030 soit celle qui ramènera la coupe sur une des terres africaines.

En attendant, ces jeunes footballeurs africains

millionnaires, voire parfois milliardaires, pour faire oeuvre utile, doivent s'acquitter de leur devoir solidaire de participer au réveil souverainiste panafricain en cours en prenant exemple sur Maradona qui exprima dans ses émissions de télé à grand audimat qu' "avec Fidel Castro, Chavez, Luiz Inacio Lula da Silva et Nestor Kirchner [...], je crois que l'on peut former une bonne alliance contre la pauvreté, la corruption et rompre la relation filiale avec les États-Unis". En effet, les mouvements de libération nationale comme le FNL Algérien avait leur équipe de football, comme l'a le peuple palestinien aujourd'hui.

Pour libérer nos terres africaines, A bon entendeur, salut !

20/07/26

LE LIBÉRALISME NE DÉVELOPPE AUCUN PAYS

Diagne Fodé Roland

Jamais dans l'histoire, le libéralisme en tant que tel n'a jamais développé un pays. Cette vérité n'a pas été traitée par nos leaders de la première phase anti-coloniale indépendantiste parce que le monde était alors traversé par la contradiction socialisme-communiste et capitalisme impérialiste. De ce fait, les impérialistes avaient mis sous le boisseau cette funeste théorie et politique économique prônant



l'individualisme contre le collectivisme pour des raisons existentielles.

Cette contradiction du monde bipolaire d'alors réduisait l'espace territorial et géopolitique d'application du libéralisme et accroissait l'instrumentalisation de l'État pour maximiser les profits des actionnaires capitalistes impérialistes.

Les renégats du communisme en Europe et aux USA succombèrent au stratagème impérialiste en inventant le « capitalisme monopoliste d'État » avant d'adoubier la confusion entre « capitalisme et marché ». Cette contradiction contraignait ainsi le capitalisme mondial à concéder aux travailleurs des pays impérialistes la dite « société de consommation » à crédit et aux peuples colonisés les indépendances formelles qui ont donné naissance au néocolonialisme.

Miné par la loi de la contradiction fondamentale entre « la socialisation » à l'échelle nationale et mondiale de « la production » et

« l'accaparement privé » de celle-ci, le stade suprême du capitalisme qu'est l'impérialisme chercha par tous les moyens à en finir avec l'existence du camp socialiste s'étendant de l'URSS à l'Europe de l'est et aux actuels rescapés du camp socialiste que sont la Chine, la Corée du Nord, le Vietnam, le Laos et Cuba.

La défaite de l'URSS et du socialisme est européen ouvre une nouvelle période historique laissant libre court à la dictature mondiale du capital financier et des Monopoles sous la forme de la tyrannie du libéralisme.

Les étapes vers l'hégémonie idéologique du libéralisme

Auparavant pour répondre à la crise structurelle de 1929, le capitalisme impérialiste avait singé le socialisme soviétique en élargissant en tout ou en partie les fonctions régaliennes de l'État de la dictature de classe des capitalistes à certains secteurs économiques pour juguler la crise de surproduction et de sur-accumulation de l'impérialisme. C'est ainsi que John Maynard Keynes troqua son libéralisme contre « les grands travaux de l'État stratégie économique ».

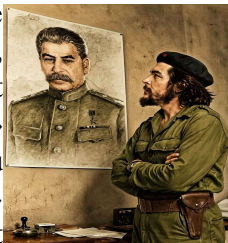
En juin 2007, nous écrivions : « Les expressions de néolibéralisme et d'ultralibéralisme comportent une illusion sur la nature des politiques économiques bourgeoises précédentes : les différentes variantes du Keynésianisme. Or, le Keynésianisme comme le libéralisme sont des politiques économiques possibles du mode de production capitaliste (ce qui ne veut pas dire que nous soyons indifférents à ces formes exactement de la même manière que démocratie bourgeoise et fascisme sont deux formes

de la dictature de la bourgeoisie sans que nous soyons indifférents à ces deux formes du pouvoir politique). La démocratie libérale est la forme du capitalisme correspondant à un rapport des forces entre classes sociales à l'échelle de la planète dans lequel existe un mouvement ouvrier fort et des luttes de libération nationale puissantes soutenus par l'existence d'un camp socialiste. C'est l'économiste libéral Keynes qui, pour sauver le capitalisme empêtré dans la crise de 1929, théorisa la nécessité pour l'État capitaliste « d'amorcer la pompe » (contrairement au dogme libéral du « laisser faire », du « marché libre » et du refus de l'intervention de l'État autre que sur des fonctions de gendarme), c'est-à-dire d'établir une politique monétaire inflationniste et de créer des infrastructures sur la base desquelles le capital privé pourrait réinvestir pour tirer des profits. C'est cela qui donna naissance à la politique des « grands travaux de l'État » ou « New Deal » notamment aux USA sous Roosevelt. La social démocratie a fait à partir de 1945 du « keynésianisme » sa doctrine économique en démarcation avec le libéralisme présenté comme la doctrine de la droite politique.

En 1934, Keynes écrit au New-York Times : « je vois le problème du redressement de la façon suivante : Combien de temps faudra t-il aux entreprises ordinaires pour venir à la rescousse ? A quelle échelle, par quels moyens et pendant combien de temps les dépenses anormales du gouvernement doivent-elles se poursuivre en attendant ? ». Rappelons que le capitalisme apeuré par la force du socialisme réel, surtout après la guerre et la victoire antifasciste de l'URSS et des peuples, a concédé aux travailleurs et aux peuples, qui se sont battus sous la direction des PC, des conquêtes sociales d'une grande importance qu'il cherche depuis les années 80 à reprendre par son offensive libérale ».

Libéralisme et néolibéralisme/ultra-libéralisme et ordo-libéralisme n'ont donc aucune différence de fond, mais seulement de forme pour duper les crédules qui confondent fond et forme, essence et apparence du monétarisme qui marchandise et privatise la santé, l'école, la biosphère, la vieillesse, le droit à un toit, etc.

Le venin du réformisme et du révisionnisme



ayant pénétré le camp socialiste et le mouvement communiste international, le capitalisme impérialiste a pu entamer la diffusion lente du totalitarisme libéral comme unique politique économique possible pour organiser à son avantage à l'interne les économies nationales et à l'externe la division internationale du travail avant de la généraliser au monde entier suite à la défaite du camp socialiste d'Europe et la restauration du capitalisme en URSS.

Considérant que dorénavant c'est « la fin de l'histoire », la dictature de la pensée unique libérale a été ainsi imposée comme l'unique solution capitaliste impérialiste à sa crise systémique de surproduction et de sur-accumulation pour préserver le profit maximum. La tyrannie du « there is no alternativ » au libéralisme est devenue l'alpha et l'oméga des politiques économiques à l'échelle de chaque pays et du monde entier. L'illusion que le libéralisme ou le néolibéralisme pouvait développer les pays par le ruissellement de la richesse des milliardaires actionnaires vers les travailleurs et des pays impérialistes vers les pays appauvris dépendants et néo-colonies a été assénée dans toutes les sociétés impérialistes et dans les pays dépendants ou néo-colonies comme moteur clef de la « mondialisation » fondée sur la chimère présentant le monde comme « un village planétaire ».

Ils ont même falsifié la vérité historique que les pays impérialistes, où est né le capitalisme, n'ont jamais développé leurs économies par le libéralisme. En effet, leurs États ont mobilisé l'argent du contribuable en plus de l'exploitation des ouvriers et le pillage des colonies pour enrichir des entreprises capitalistes privées devenues ensuite des monopoles impérialistes. Ainsi pour unifier leur marché national, dans chacune des puissances capitalistes, l'État, donc l'épargne nationale accompagnée parfois de nationalisations, a pris en charge les voies de communications maritimes, fluviales, ferroviaires, routières, aériennes, les infrastructures permettant notamment la circulation des marchandises et les capitaux à l'interne. C'est ainsi que furent créés les marchés nationaux puis internationaux de chaque pays impérialiste. La quasi-totalité des investissements lourds ont été le fait des États et non des privés. Cette stratégie économique a été complétée par les conquêtes militaires extérieures des colonies fournisseurs des matières premières pour les entreprises privées capitalistes.

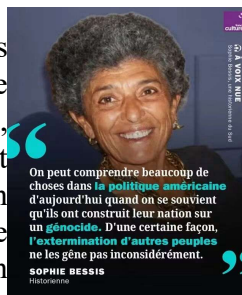
Il n'y a aucune différence de fond sur ce constat

objectif au-delà des formes spécifiques nationales et culturelles entre les capitalismes anglais, français, allemand, étasunien, nippon, etc.

C'est donc un mensonge des libéraux et sociaux libéraux de faire croire que le libéralisme, c'est-à-dire le tout marchandisation et privatisation de tout, est la recette miracle de tout « développement ». En réalité, c'est là une confusion délibérée entre « développement national » et augmentation des profits tout comme toute « croissance du PIB » n'est pas synonyme de développement national.

Le diktat de la recette libérale dans les néo-colonies

L'indépendance politique formelle des colonies a été contournée par la division internationale organisant la mise sous tutelle des puissances impérialistes les néo-colonies par le biais du FMI/BM (institutions de Bretton Woods) qui, au nom de la dette, ont dicté les recettes libérales pour démanteler les protections douanières et fiscales, supprimer les subventions des denrées de premières nécessités, des écoles, de la santé, limiter les emplois publics avant de privatiser les secteurs stratégiques publics et parapublics. Dans la zone monétaire coloniale CFA, la dévaluation a été le moyen par lequel ces secteurs stratégiques ont été bradés. En un mot, toute fonction économique de l'État a été ramenée à la fiscalité et aux impôts. L'actuel soulèvement souverainiste qui souffle sur l'Afrique doit donc se débarrasser du libéralisme pour assurer la marche en avant conséquente vers la libération de chaque terre africaine. La présence de l'idéologie libérale est une conséquence de la composition sociale même des forces souverainistes qui rassemblent des secteurs de la bourgeoisie nationale, des féodaux religieux, de la petite bourgeoisie intellectuelle et les classes laborieuses ouvrières, paysannes et les travailleurs du secteur informel. Or, le colonialisme et le néocolonialisme sont des freins au développement des forces productives et soumettent la bourgeoisie nationale à une dépendance en position subordonnée de sous traitants des Monopoles impérialistes. Suite aux trahisons des idées de gauche et communiste et



l'intégration dans le système néocolonial libéral des principaux partis et leaders, l'actuelle rébellion souverainiste de la jeunesse africaine est marquée par un « pragmatisme » confusionniste imprégné du libéralisme que certains présentent comme permettant la libération nationale. Ce « pragmatisme » dés-idéologisé, mais en réalité inconsciemment idéologique, tend à réduire la fonction économique de « l'État stratège » à la fiscalité, la collecte des impôts et les taxes douanières d'où l'ignorance de toutes velléités de nationaliser les leviers que sont les secteurs stratégiques que constituent les Banques, la terre, l'eau, les mines, l'énergie, les télécommunications, le rail, les ports, les aéroports, la recherche scientifique et technique et la formation d'ingénieurs, etc.

La caricature selon laquelle « Le socialisme est un enfant infidèle du libéralisme » en est l'expression la plus attrape-nigaud même si elle reflète la pensée de classe des fractions souverainistes de la bourgeoisie nationale intéressées au développement du « capitalisme national mondialiste » en opposition aux compradores qui sont des sous-traitants néocoloniaux des entreprises impérialistes. Ils veulent exercer la souveraineté nationale tout en étant enserrés dans la « mondialisation libérale ». Ils confondent à dessein libéralisme et marché. Ils vont même présenter les expériences socialistes chinoise, vietnamienne, cubaine comme étant du « capitalisme ».

Or, comme le démontre Joseph Staline en 1952 : « On ne peut identifier la production marchande à la production capitaliste. Ce sont deux choses différentes. La production capitaliste est la forme supérieure de la production marchande. La production marchande ne conduit au capitalisme que si la propriété privée des moyens de production existe; que si la force de travail apparaît sur le marché comme une marchandise que le capitaliste peut acheter et exploiter pour la production; que si, par conséquent, il existe dans le pays un système d'exploitation des ouvriers salariés par les capitalistes. La production capitaliste commence là où les moyens de production sont détenus par des particuliers, tandis que les ouvriers, dépourvus de moyens de production, sont obligés de vendre leur force de travail comme marchandise. Sans cela, il n'y a pas de production capitaliste... On ne peut pas considérer la production marchande comme une chose se suffisant à elle-même, indépendante de l'ambiance économique. La production marchande

est plus vieille que la production capitaliste. Elle existait sous le régime d'esclavage et le servait, mais n'a pas abouti au capitalisme. Elle existait sous le féodalisme et le servait, sans toutefois aboutir au capitalisme, bien qu'elle ait préparé certaines conditions pour la production capitaliste. La question se pose : pourquoi la production marchande ne peut-elle pas de même, pour un temps, servir notre société socialiste sans aboutir au capitalisme, si l'on tient compte que la production marchande n'a pas chez nous une diffusion aussi illimitée et universelle que dans les conditions capitalistes; qu'elle est placée chez nous dans un cadre rigoureux grâce à des conditions économiques décisives comme la propriété sociale des moyens de production, la liquidation du salariat et du système d'exploitation ? » (Problèmes économiques du socialisme).

On a tous assisté à la fusion entre néocolonialisme et libéralisme à travers les plans d'ajustement structurel du FMI/BM sous le prétexte de la « dette », de la croissance extravertie et des IDE. Cette fusion a enrayé toute possibilité de création d'emplois, a accru la dépendance verticale des économies nationales africaines à la « mondialisation » empêchant toute véritable « intégration » horizontale des marchés nationaux et panafricains, a généralisé l'économie de survie qu'est le secteur informel dominant et finalement a débouché sur la nouvelle traite des esclaves qu'est l'émigration meurtrière piroguière et à travers le désert pour que les survivants deviennent des « sans papiers » victimes du racisme d'état dans les pays impérialistes.

Il est toutefois important de situer ce processus néfaste de fusion entre néocolonialisme et libéralisme dans le contexte du monde unipolaire sous l'hégémonie de l'impérialisme occidental.

En novembre 2013, nous écrivions : « C'est le Dr. Peter Pham, conseiller des départements d'état et de la défense US qui l'explique encore plus ouvertement : « parmi les buts ultimes de l'AFRICOM, était le but de protéger les accès en hydrocarbures et autres ressources

stratégiques dont l'Afrique est riche, une tâche qui incluait de s'assurer contre la vulnérabilité de ces richesses naturelles et de s'assurer qu'aucunes tierces parties comme la Chine, l'Inde, le Japon ou la Russie, ne puissent obtenir un monopole ou des traitements de faveur » (cité par F. William Engdahl, mondialisation.ca du 27 septembre 2011). En décembre 2021, nous écrivions que ce qui « caractérise l'évolution actuelle, c'est que les luttes de libération nationale, fin du 18ème et courant du 19ème siècle sur le continent américain dans le sillage des indépendances des USA et d'Haïti, puis celles du 20ème siècle impulsées et soutenues par la Révolution Bolchevique, l'URSS et le camp socialiste victorieux du Nazisme ont engendré les dits pays « émergents » comme la Chine, l'Inde, le Brésil, le Vietnam et les nouvelles expériences révolutionnaires, progressistes, antilibérales comme le Venezuela, la Bolivie, l'Équateur, le Nicaragua, le Brésil, etc., qui s'appuient sur l'héroïque résistance économique, culturelle, politique et idéologique de Cuba. Parmi ces pays, la Chine socialiste et la Russie bourgeoise sont de véritables puissances économiques, scientifiques, techniques, culturelles et militaires en passe de surpasser dans différents domaines les impérialistes US et UE. Ces pays émergents sont devenus aussi les nouveaux « pays ateliers » qui produisent tout ce que la planète consomme, en particulier tout ce que consomment l'UE et les USA, lesquels se « désindustrialisent » progressivement par suite des « délocalisations » dues à la recherche des bas salaires pour devenir des parasites vivant de la spéculation, de l'usure et de la rente. Ce sont des États de plus en plus rentiers, spéculatifs, financiers engorgés de capital fictif dont les Firmes Transnationales courent partout dans le monde à la recherche d'une main d'œuvre bon marché et qui cherchent à casser toutes les conquêtes sociales et démocratiques des générations passées des classes populaires dans les pays impérialistes eux-mêmes.

Cette évolution objective de la division internationale du travail au cours de cette troisième phase de la « mondialisation ou globalisation », c'est-à-dire de l'internationalisation du capital et de la recherche du profit maximum, confère un caractère particulier au nouveau cycle des guerres d'agressions coloniales de l'impérialisme US/OTAN et UE contre les peuples. En effet le nouveau cycle des guerres impérialistes résulte du besoin pour l'impérialisme de contrôler les sources de matières premières stratégiques indispensables au



développement des pays "émergents". Il s'agit de générer des profits colossaux en contrôlant et rendant les pays "émergents" dépendants d'eux pour leur accès aux matières premières dont ils ont besoin pour continuer à se développer. Par leur mainmise sur les richesses stratégiques des pays producteurs, les USA et l'UE s'érigent en usuriers rentiers fixant les conditions d'accès aux matières premières aux pays "émergents". Les Firmes Transnationales US et de l'UE peuvent ainsi spéculer sur les prix, fixer les taxes, poser leurs conditions, organiser le sabotage des économies ou les affaiblir, mener la guerre commerciale et donc continuer à exploiter et dominer l'économie mondiale ».

Le monde unipolaire sous hégémonie libérale US/UE/G7/OTAN/Israël se meurt et le nouveau monde multipolaire est en gestation accélérée depuis l'échec de l'agression barbare étasano-israélienne contre l'Iran, l'arrêt par la Russie bourgeoise de la marche guerrière de l'OTAN/UE vers l'est européen, la naissance des BRICS sur la base du « consensus de Shanghai » versus le « consensus de Washington » libéral et le nouvel éveil souverainiste des peuples opprimés de l'Amérique du sud à l'Afrique. Ces pays émergents sont des antithèses vivantes du libéralisme et font la démonstration que le libéralisme est antinomique avec le développement.

L'Afrique vers la libération contre le libéralisme néocolonial

Les rébellions souverainistes actuelles en Afrique balbutient teintées de libéralisme et de féodalisme religieux parce que les gauches et communistes révolutionnaires ont été défaits par le "cancer de la trahison" comme le disait Cabral devant la dépouille mortelle de Nkrumah. Certains en profitent pour réviser l'histoire communiste révolutionnaire de la première phase de libération nationale panafricaine.

Ainsi, ils mentent délibérément pour « dé-marxiser » les penseurs révolutionnaires d'alors comme Frantz Fanon qui, pourtant, disait :

« L'exploitation capitaliste, les cartels et les monopoles sont les ennemis des pays sous-développés. D'un autre côté, le choix d'un régime socialiste, d'un régime entièrement orienté vers le peuple dans son ensemble et fondé sur le principe que l'homme est le plus précieux de tous les biens, nous permettra d'avancer plus vite et plus harmonieusement et rendra ainsi impossible cette caricature de société où tout le pouvoir économique et politique est détenu par quelques-uns qui considèrent la nation dans son ensemble avec mépris et dédain ».

Et Amilcar Cabral qui fut « l'ambassadeur porte-parole » des mouvements de libération nationale des colonies portugaises dans les différents forums à l'échelle africaine et internationale et fut le leader incontesté notamment à la conférence de la Tricontinentale où il prit la parole le 6 janvier 1966 à Cuba pour y exposer sa théorie révolutionnaire de l'émancipation nationale et sociale africaine disait : « Nous ne luttons pas simplement pour mettre un drapeau dans notre pays et pour avoir un hymne mais pour que plus jamais nos peuples ne soient exploités, pas seulement par les impérialistes, pas seulement par les Européens, pas seulement par les gens de peau blanche, parce que nous ne confondons pas l'exploitation ou les facteurs d'exploitation avec la couleur de peau des hommes; nous ne voulons plus d'exploitation chez nous, même pas par des Noirs ».

Cabral pointe ici fort justement le fait que le « bloc populaire » inter-classiste nécessaire ne doit pas se vautrer dans la négation des classes sociales qui le composent, mais doit animer par la démocratie interne au camp souverainiste des débats idéologiques pour marcher ensemble et/ou séparément et frapper l'ennemi impérialiste et compradore néocolonial.

Alors, l'actuelle rébellion souverainiste nationale et panafricaine ne peut se laisser piéger par les scories culturalistes d'un anti-marxisme, d'un anti-communisme atavique dont le libéralisme bourgeois et féodal mondialiste va forcément se révéler comme le cheval de Troie du dévoiement de nos combats libérateurs en Afrique.

25/06/26

